



CORPORATION DE
DÉVELOPPEMENT
COMMUNAUTAIRE DU
HAUT-SAINT-FRANÇOIS

Recherche-action sur la situation de l'itinérance dans le Haut-Saint-François

Février 2026

—

Solange Masson, agente de recherche et développement
Corporation de développement communautaire
du Haut-Saint-François
221, rue Saint-Jean Ouest
East Angus (Québec) J0B 1R0



À propos

Au Québec, les personnes en situation d'itinérance se comptent par milliers. Ce sont des personnes qui vivent dans des conditions extrêmes, sans toit ou dans des logements insalubres. L'itinérance est le résultat « d'obstacles systémiques ou sociétaux, de violences domestiques, d'un manque de logements abordables et appropriés, de difficultés financières, mentales, cognitives, comportementales ou physiques, ou encore de racisme et de discrimination » (Alberta Rural Development Network, 2019).

Quoique ce phénomène soit moins visible en milieu rural, celui-ci demeure préoccupant. Les personnes en situation d'itinérance cachée vivent dans des situations très précaires et présentent un risque élevé de désaffiliation sociale, créé par l'isolement, la limite de services disponibles en ruralité, ainsi que par les problèmes de transport pour accéder aux services dont elles auraient besoin (CIUSSS de l'Estrie - CHUS, 2025).

Face à cette problématique, la Corporation de développement communautaire du Haut-Saint-François (CDC HSF), en collaboration avec le Comité logement du Haut-Saint-François, souhaite amorcer un travail innovant de réflexion collective sur la situation de l'itinérance sur son territoire.

C'est grâce au financement reçu par la Société d'Habitation du Québec (SHQ) que cette recherche-action est possible, nous permettant d'avoir un portrait clair sur la situation de l'itinérance sur le territoire du Haut-Saint-François et de proposer des actions concrètes visant à soutenir ces personnes vulnérables.



Sommaire

Cette recherche-action documente, pour la première fois, l'ampleur et la nature de la précarité résidentielle et des formes d'itinérance présentes dans la MRC du Haut-Saint-François. Les données quantitatives et qualitatives recueillies démontrent un constat central : l'itinérance présente sur le territoire est principalement structurelle, largement invisible et touche des personnes intégrées socialement, scolarisées, sur le marché du travail ou à la retraite.

L'itinérance : un enchaînement de situations de précarité

Les groupes observés se divisent en trois catégories :

- personnes à risque de bascule vers une situation de perte de logement;
- personnes ayant vécu ou vivant l'itinérance cachée;
- personnes ayant cherché ou souhaité avoir recours à une ressource d'hébergement d'urgence sans nécessairement y accéder.

Le chevauchement fréquent entre ces catégories confirme que l'itinérance est un **processus** et non un événement linéaire. Les causes sont avant tout :

- **Structurelles et systémiques** : coût du logement, contexte rural (transport, isolement) et accès difficile aux ressources
- **Relationnelles** : ruptures et violence

Bien que les enjeux de santé ou de dépendance aggravent la précarité, ils ne constituent pas les facteurs déclencheurs dominants de cette crise.

Un profil qui contredit les stéréotypes

Les résultats de cette recherche montrent que la précarité résidentielle est surreprésentée par :

- une population de 45 ans et plus;
- des locataires évoluant dans un marché saturé aux options limitées;
- des personnes ayant complétées des études postsecondaires;
- des individus actifs sur le marché du travail ou à la retraite.

Ces constats démontrent qu'il ne s'agit pas d'un phénomène qui touche uniquement un profil de personnes déjà marginalisées, mais qu'il est plutôt le **résultat d'un manque d'infrastructures résidentielles adaptées et accessibles à la population**.



Les déterminants structurels du territoire aggravent la précarité

Le manque de logements abordables ou sociaux, le faible déploiement du Programme de supplément au loyer (PSL), le coût croissant des loyers, les options de transport limitées, l'éloignement des ressources et les ruptures sociales accentuent les risques de basculement vers l'itinérance. Qui plus est, l'absence d'hébergement d'urgence et de logements de transition sur le territoire amène les personnes en situation de crise à à recourir à des solutions temporaires, parfois dangereuses, ou à être redirigées vers les centres urbains.

Enfin, la grande majorité des organismes dédiés spécifiquement aux personnes en situation d'itinérance se trouvant à Sherbrooke, l'accompagnement de ces personnes en zones rurales est actuellement **assuré par des organismes locaux, dont cet enjeu ne cadre pas dans leur mission première, et ce, sans disposer des ressources financières ou de l'expertise nécessaire.**

Les résultats de notre enquête sur les besoins en matière de logement dans la MRC du Haut-Saint-François convergent autour de trois enjeux majeurs, établissant un lien entre les données recueillies :

1. **Connaître et reconnaître la situation ICI (dans le MRC du Haut-Saint-François)**
2. **Habitations indignes**
3. **Territoire non sécuritaire**

L'identification de ces trois enjeux nous permettra d'identifier des pistes d'actions concrètes, visant à prévenir et soutenir les situations de vulnérabilité résidentielle.

Table des matières

À propos	3
Sommaire	4
L'itinérance : un enchaînement de situations de précarité	4
Un profil qui contredit les stéréotypes	4
Les déterminants structurels du territoire aggravent la précarité	5
Table des matières	6
Introduction	8
Définition de l'itinérance	9
Faits saillants	9
Territoire et population de la MRC du Haut-Saint-François	10
Le territoire	10
Données économiques	10
L'âge et composition des ménages	11
Caractéristiques des logements de la MRC du Haut-Saint-François	11
Méthodologie de recherche	13
Un souci d'éviter la stigmatisation	13
Limites	13
Question de recherche	14
Enquête auprès de la population et des personnes utilisant les services des organismes du Haut-Saint-François	14
Échantillon	15
Entrevues semi-dirigées	16
Analyse des résultats	17
Approche analytique et portée des résultats	17
Personnes à risque de bascule vers une situation de perte de logement	18
Faits saillants - personnes à risque de bascule vers une situation de perte de logement (n = 49)	29
Personnes vivant ou ayant vécu l'itinérance cachée	29
Faits saillants - personnes ayant vécu ou vivant l'itinérance cachée (n = 7)	37
Personnes ayant cherché ou souhaité avoir recours à une ressource d'hébergement d'urgence sans nécessairement y accéder	38
Faits saillants - Personnes ayant cherché ou souhaité avoir recours à une ressource d'hébergement d'urgence sans nécessairement y accéder (n = 25)	48
Résumé des constats - personnes en situation de précarité résidentielle	48
Trajectoires menant à l'itinérance	48
Profils des personnes en situation d'insécurité résidentielle	49



Enjeux financiers	50
Problèmes ou conflits avec le propriétaire	50
Problèmes de santé physique et mentale	51
Violence	52
Utilisation des ressources d'aide disponibles sur le territoire	52
Enjeux transversaux à la précarité résidentielle - effet en cascade sur la santé, l'alimentation et l'accès aux services	53
Conséquences sur la santé psychologique	53
Insécurité alimentaire	54
Transport	55
Pistes de solutions envisagées par les répondantEs	55
Programme de supplément au loyer (PSL)	56
Du logement abordable	56
Des logements de transition	57
Conclusion	58
Enjeux priorisés	59
Connaître et reconnaître la situation ICI (dans la MRC du Haut-Saint-François)	59
Habitations indignes	60
Territoire non sécuritaire	60
Idéation collective	60
Partenaires	61
Remerciements	62
Bibliographie	63

Introduction

L'itinérance visible est un phénomène observé et documenté depuis de nombreuses années dans les grands centres urbains. Par exemple, des travaux de concertation et de développement de l'offre de service pour les personnes en situation d'itinérance sont en place depuis plus de 20 ans à la Ville de Sherbrooke. Dans le Haut-Saint-François, cet enjeu n'a jamais réellement été étudié en profondeur, ce qui se manifeste par une absence de services dédiés à ces personnes et de stratégies concertées en ce sens.



Quoique l'itinérance soit moins visible en milieu rural, ce phénomène demeure réel et préoccupant pour les acteurs et actrices du milieu, de plus en plus confrontés à ce phénomène. Il a d'ailleurs été observé, par les différents partenaires de l'Estrie, une augmentation de l'itinérance visible au sein des petites municipalités, exacerbée par les facteurs socioéconomiques, démographiques et structurels présents depuis la pandémie. Nous pouvons penser ici à la hausse fulgurante du prix pour se loger, aux taux d'inoccupation très bas des logements locatifs ou encore de la hausse du panier d'épicerie (CIUSSS de l'Estrie - CHUS, 2025). Cette observation se manifeste notamment par un nombre croissant de personnes vivant dans des tentes ou des abris informels, ou encore dans leur voiture.

Ces constats ont été confirmés par les organismes communautaires du Haut-Saint-François, lors d'une rencontre portant sur la situation de l'itinérance à l'hiver 2025 (CDC HSF, 2025). Ainsi, les intervenantEs du milieu ont de nombreuses fois noté que certaines personnes utilisant leurs services vivaient dans des endroits non propices pour se loger (lot à bois, tente, voiture). D'autres personnes vivaient dans des situations très précaires (violences domestiques, incapacité de se loger à un prix convenable, problèmes de dépendance, de discrimination ou de santé mentale), risquant de les faire basculer en situation d'itinérance à tout moment.



Le même phénomène est également observé à la MRC du Val-Saint-François, une MRC voisine vivant avec des caractéristiques de ruralité similaires. « Elle se manifeste surtout l'été. Il y a des gens qui campent le long des rivières et des pistes cyclables » (Diego Scalzo, CDC du Val-Saint-François - Actualités l'étincelle, 2025).

Qui plus est, la grande majorité des organismes dédiés spécifiquement aux personnes en situation d'itinérance se trouvant à Sherbrooke, l'accompagnement de ces personnes en zones rurales est actuellement **assuré par des organismes locaux, dont cet enjeu ne cadre pas dans leur mission première, et ce, sans disposer des ressources financières ou de l'expertise nécessaire.**

Le phénomène étant peu documenté, il s'avère nécessaire de dresser un portrait réel de la situation sur le territoire du Haut-Saint-François, afin de bien comprendre les enjeux liés à l'itinérance visible ou invisible. Il sera ensuite possible d'améliorer l'offre de services, d'enrichir les pratiques existantes et, ultimement, sensibiliser les partenaires locaux et la population aux besoins spécifiques des personnes concernées (Leclercq et al., 2024).

Définition de l'itinérance

Les définitions de l'itinérance sont nombreuses. De prime abord, l'**itinérance visible** « désigne le fait de ne pas avoir de domicile fixe et de devoir vivre dans un lieu d'hébergement temporaire » (refuge, ressource d'hébergement d'urgence). Quant à l'**itinérance cachée**, celle-ci est « vécue par les personnes qui doivent habiter temporairement chez quelqu'un ou dans une chambre d'hôtel ou de motel, sans garantie de pouvoir y rester à long terme parce qu'elles n'ont nulle part d'autre où aller » (Camirand et al., 2023).

Cependant, l'enjeu de l'itinérance ne se limite pas à aux dimensions d'accès au logement, mais aussi à la complexité de ne plus avoir de « chez-soi ».

L'itinérance est un processus de désaffiliation et de rupture sociale caractérisé par deux difficultés simultanées : l'absence d'un domicile stable, sécuritaire, adéquat et salubre (due à la faible disponibilité ou à l'incapacité de s'y maintenir) et la difficulté à conserver des rapports sociaux fonctionnels, stables et sécuritaires au sein de la communauté. L'itinérance s'explique par la combinaison de facteurs sociaux et individuels qui s'inscrivent dans le parcours de vie de ces personnes.

« J'aimerais ça sentir que j'ai un petit chez-nous, une fois dans ma vie ».

-Une femme en situation précaire

Faits saillants

Selon les données statistiques du dénombrement des personnes en situation d'itinérance au Québec en 2022, on note une augmentation du nombre estimé de personnes itinérantes de 44 %, par rapport à 2018. Quant à l'itinérance dans les lieux extérieurs, elle a augmenté de 55 % (CIUSSS de l'Estrie - CHUS, 2025).

L'accroissement de l'itinérance s'explique en partie par la crise du logement qui sévit au Québec (Yergeau, 2024). Cette crise accentue la précarité financière de nombreux ménages, les menant à avoir des besoins impérieux en matière de logement (Boucher, 2024).

Il a été soulevé, par les membres de l'Inter-CDC de l'Estrie, de nombreuses particularités de l'itinérance en milieu rural (CDC des Sources, 2024) :

- Il y a moins de ressources dédiées ou spécialisées en itinérance;
- Des situations qui sont devenues relativement simples en milieu urbain sont complexes en milieu rural;
- L'accès aux services de base est de facto éloigné;
- Les solutions spontanément envisagées sont parfois de diriger les personnes vers les centres urbains;

- L'isolement dans les communautés rurales peut maintenir des situations d'itinérance invisibles;
- Le milieu rural est tissé serré. Tout le monde se connaît. Il y a des avantages (solidarité) et des inconvénients (stigmatisation).

Les défis et difficultés rencontrées par les communautés rurales se regroupent en trois dimensions :

1. **La perception de la situation** : Le niveau de tolérance étant variable d'une personne à une autre, il est nécessaire de trouver un équilibre entre l'indifférence et la stigmatisation.
2. **La mobilisation des partenaires** : Les différentes perceptions face à l'itinérance ont un impact direct sur la mobilisation des partenaires. Un vide est créé au niveau du leadership par l'absence de ressources dédiées directement à l'itinérance.
3. **La disponibilité des ressources** : L'absence de ressources en milieu rural mène à des solutions non optimales, dont le **déplacement des personnes dans le besoin vers les centres urbains**.

Territoire et population de la MRC du Haut-Saint-François

Le territoire

La MRC du Haut-Saint-François est située au sud-est du Québec dans la région administrative de l'Estrie. Elle s'étend sur près de 2 300 km², ce qui en fait la deuxième plus grande en Estrie. Le territoire de la MRC est composé de 3 villes, 8 municipalités et 3 cantons, pour une population de 23 314 habitants, représentant environ 4,6 % de la population estrienne (MRC du HSF, 2025).

Données économiques

Le revenu médian des ménages de la MRC du Haut-Saint-François est semblable à celui des familles de l'ensemble de l'Estrie, soit **65 500 \$** comparé à **66 000 \$** (Direction de santé publique du CIUSSS de l'Estrie - CHUS, 2025).

Toutefois, le niveau de défavorisation matérielle (privation de biens et de commodités de la vie courante), répertorié par la Santé publique de l'Estrie, place le Haut-Saint-François parmi **les communautés de l'Estrie les plus défavorisées de l'Estrie** (CIUSSS de l'Estrie - CHUS, 2021).

L'âge et composition des ménages

La Direction de santé publique du CIUSSS de l'Estrie - CHUS (2025) a réalisé un *Portrait de l'habitation* dans la MRC du Haut-Saint-François, dans lequel se trouvent de nombreuses statistiques propres au territoire.

L'âge moyen des personnes habitant dans la MRC du Haut-Saint-François se situe à 43,8 ans, comparativement à 45 en Estrie. Plus précisément, on note, notamment, que :

- 32 % des ménages sont âgés de 65 ans et plus;
- 31 % des ménages sont composés d'une seule personne;
- 32,5 % des ménages sont composés de couples sans enfants;
- 22,7 % des ménages sont composés de couples avec enfants;
- 13,2 % des ménages sont composés de familles monoparentales.

L'Institut de la statistique du Québec (2024) estime que la croissance démographique dans le Haut-Saint-François se situera à 11 % d'ici 2041, ce qui représente **l'ajout d'une moyenne de 51 nouveaux ménages par année**.

De ce nombre, une forte croissance des personnes âgées de 75 ans et plus est anticipée, composant 1 000 nouveaux ménages d'ici 2041.

Caractéristiques des logements de la MRC du Haut-Saint-François

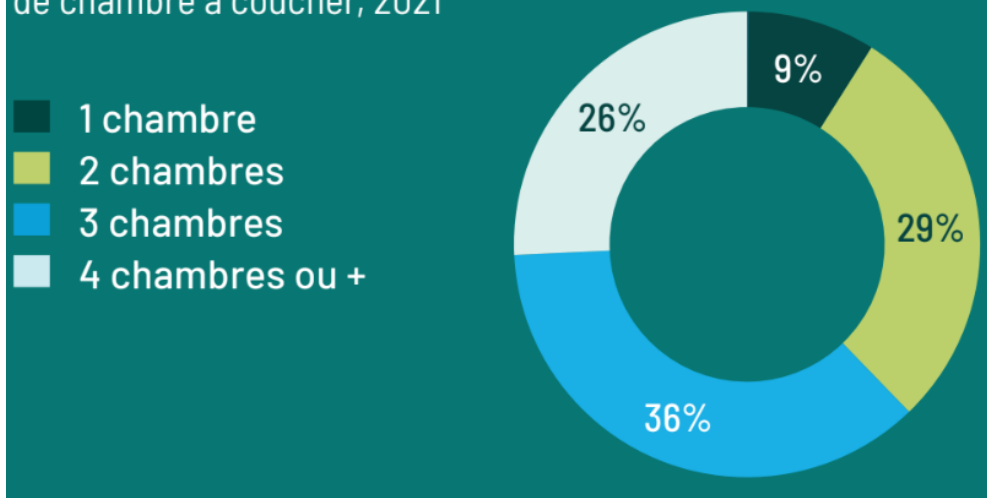
On compte **9 880 logements privés** sur le territoire. De ce nombre, 7 705 sont détenus par des propriétaires, représentant 78 % des ménages.

Les logements locatifs (2 180) sont, quant à eux, principalement situés à East Angus et à Cookshire-Eaton, où habitent 53 % des locataires. À elles seules, ces deux villes représentent 40 % de la population de la MRC du Haut-Saint-François (Décret de population 2023, Institut de la statistique du Québec).

Taille des logements

En 2021, 62 % des logements privés étaient composés de 3 chambres ou plus, alors que les logements comportant une seule chambre se situent à 9 %.

Proportion de logements privés occupés selon le nombre de chambre à coucher, 2021



Besoins impérieux en matière de logement

On note que **285 ménages (3 %)** sur le territoire éprouvent des **besoins impérieux**¹ en matière de logement.

Abordabilité

On compte, sur le territoire de la MRC du Haut-Saint-François, **985 ménages (10 %)** qui **dépensent 30 % ou plus de leurs revenus en frais de logement**. Cette proportion est plus élevée chez les locataires (19 %) que chez les propriétaires (8 %), indiquant que les propriétaires ne sont pas complètement épargnés.

Besoins de réparations majeures

8,3 % des ménages de la MRC habitent un logement nécessitant des réparations majeures, comparativement à 5,6 % en Estrie.

Le prix de vente des propriétés

En 2024, le prix médian de vente d'une maison unifamiliale était de 261 500 \$ sur le territoire de la MRC du Haut-Saint-François. Comparativement à 2019, ceci représente **une hausse de 67 % en cinq ans (157 000 \$ en 2019)**.

¹ Un ménage éprouve des besoins impérieux en matière de logement s'il répond à au moins un de ces critères : besoin de réparations majeures, nombre de chambres insuffisant pour le nombre de personnes vivant dans ce logement, coût dépassant 30 % des revenus (SCHL, 2024).

Méthodologie de recherche

La méthodologie retenue pour cette étude est fortement guidée par la nature « cachée » de l'itinérance rurale et le désir d'éviter la stigmatisation des personnes vulnérables. Partant du constat que l'itinérance est souvent mal reconnue par les personnes concernées elles-mêmes, la recherche se concentre sur les difficultés de logement et la précarité résidentielle plutôt que sur le seul statut d'itinérance. L'objectif est de répondre à la question de recherche sur l'ampleur, les formes et les caractéristiques de la précarité dans la MRC du Haut-Saint-François. Pour ce faire, une méthodologie inspirée de la démarche d'*Alberta Rural Development Network* a été déployée, combinant une enquête quantitative auprès de la population et des usagers d'organismes locaux (n = 215) et une série d'entrevues semi-dirigées (n = 16) pour enrichir et valider les données par les récits des personnes directement concernées.

Un souci d'éviter la stigmatisation

L'itinérance en milieu rural se définit souvent par son caractère « caché ». Ceci s'explique notamment par l'absence de services dédiés à l'itinérance (halte climatique, hébergement temporaire, refuges, soupes populaires, etc.) où ces personnes sont visibles physiquement.

Qui plus est, les personnes en situation d'itinérance ne se perçoivent pas toujours comme telles. Pour certaines personnes, ne pas avoir son propre logement et vivre temporairement chez des amiEs de façon alternative n'est pas une situation d'itinérance. Le même constat peut se faire pour une personne habitant dans un abri de fortune, croyant qu'avoir un toit est suffisant pour ne pas « cadrer » dans cette catégorie.

D'un autre côté, vivre en ruralité apporte ses avantages et ses inconvénients. La proximité entre les gens et le fait de se connaître peut apporter un sentiment de honte ou la peur du jugement. Ainsi, plusieurs personnes vivant en situation d'itinérance « usent de créativité pour éviter le plus possible les contacts avec la population et les services publics » (Gouvernement du Canada, 2024).

Limites

Une des principales limites de cette enquête tient à l'accès restreint aux personnes en situation d'itinérance chronique ou cachée. Ces personnes, souvent isolées, vivant parfois avec des enjeux de santé mentale ou une faible littératie, ne fréquentent pas automatiquement les organismes offrant des services, n'ont pas toujours accès à Internet et n'ont donc pas nécessairement eu l'occasion de répondre au sondage.

Cette sous-représentation engendre un biais de sélection susceptible de mener à une **sous-estimation de l'ampleur et de la gravité** de certaines formes de précarité résidentielle, notamment celles liées à l'itinérance cachée ou à des conditions de logement instables.

Par ailleurs, en raison de la sensibilité de certaines questions, les répondantEs n'étaient pas tenus d'y répondre. Il est donc possible que **certaines analyses ne reflètent qu'en partie la réalité vécue sur le territoire.**

Malgré ces limites, cette enquête constitue un apport significatif à la compréhension de la précarité résidentielle dans le Haut-Saint-François. Elle met en lumière des tendances et des besoins jusque-là peu documentés, tout en donnant la parole à des personnes souvent absentes des statistiques officielles. Les résultats obtenus offrent un portrait d'ensemble des difficultés vécues par la population, permettent de cerner les facteurs de vulnérabilité propres au contexte rural et contribuent à orienter les interventions locales en matière de logement, de soutien social et de lutte contre l'exclusion.

Question de recherche

À la lumière de ces constats, il est essentiel d'analyser en profondeur une réalité encore peu documentée sur le territoire. La présente recherche-action vise donc à répondre à la question suivante :

Quelles sont l'ampleur, les formes et les caractéristiques de la précarité résidentielle sur le territoire de la MRC du Haut-Saint-François et, au regard des défis spécifiques au contexte rural, quelles pistes d'action se dégagent pour mieux soutenir les personnes en situation de vulnérabilité?

Pour répondre à cette question, l'angle abordé dans l'enquête portera sur les difficultés de logement plutôt que sur l'itinérance, évitant ainsi la stigmatisation, préservant la dignité des personnes interrogées et nous assurant d'avoir des données plus probantes. La méthodologie retenue sera donc de réaliser une estimation des personnes en situation d'itinérance ou à risque de bascule par une enquête, s'inspirant de la démarche développée par *Alberta Rural Development Network*, conçue pour les communautés rurales et éloignées du Canada.

Enquête auprès de la population et des personnes utilisant les services des organismes du Haut-Saint-François

À l'été 2025, un questionnaire « Estimation des besoins en matière de logement » a été élaboré et distribué auprès des personnes utilisant les services d'organismes communautaires locaux, identifiés par les membres du Comité logement :

- Moisson Haut-Saint-François
- La Relève du Haut-Saint-François
- Virage Santé mentale
- Maison Jaune du Haut-Saint-François
- Centre d'action bénévole du Haut-Saint-François
- Centre de services éducatifs populaires du Haut-Saint-François



Afin d'avoir un portrait plus probant de la situation sur l'ensemble du territoire du Haut-Saint-François, ce questionnaire a aussi été diffusé largement auprès de la population en général, augmentant ainsi notre échantillonnage et permettant de rejoindre des personnes n'utilisant pas les services offerts sur le territoire.

Élaboré en collaboration avec les membres du Comité logement, le questionnaire a circulé du 1er juin au 1er octobre 2025. Celui-ci, initialement rédigé en français, était aussi disponible en anglais et en espagnol.

Les questions abordées se divisent en 6 thématiques :

Données sociodémographiques des répondantEs

municipalité, langue parlée à la maison, âge, identité de genre, minorité visible, situation de handicap

Membres du ménage

composition du ménage, enfants à charge, parcours avec le Directeur de la protection de la jeunesse

Stabilité du domicile

validation de la stabilité du domicile occupé, parcours de la personne en termes de logement dans les derniers mois, difficultés rencontrées

Ressources d'hébergement d'urgence

utilisation ou non des ressources d'hébergement d'urgence, difficultés rencontrées

Occupation

occupation, source de revenus

Utilisation des ressources

services de soutien connus et utilisés, appréciation des services par rapport aux besoins

Échantillon

292 personnes ont répondu au questionnaire en ligne ou en version papier, disponible chez les partenaires du projet. Vu la sensibilité des questions, un deuxième consentement a été demandé à la toute fin du questionnaire, libellé ainsi « *En connaissance des informations que vous avez partagées, avons-nous votre consentement à utiliser ces informations pour estimer les ressources dont nous avons besoin pour soutenir les citoyennes et citoyens du Haut-Saint-François, notamment au niveau du logement* » ?

De ce nombre, 78 personnes ont abandonné le questionnaire avant la fin ou n'ont pas donné le deuxième consentement, nous empêchant de comptabiliser leurs réponses. Nous précisons également qu'aucune des questions n'était obligatoire, à l'exception de celles du consentement.



L'échantillon comprend donc 215 répondantEs (n = 215) sur une population de 18 870 personnes âgées de 15 ans et plus (Recensement 2021), ce qui correspond à une marge d'erreur d'environ 6,6 %, à un niveau de confiance de 95 %.

Entrevues semi-dirigées

Une série d'entrevues a été réalisée auprès de 16 personnes vivant ou ayant vécu la précarité résidentielle, recrutées par La Maison Jaune du Haut-Saint-François et par le travailleur de rue de la maison de la famille la Relève du Haut-Saint-François. Ces entretiens avaient pour objectif de :

- valider les principales pistes d'analyse des données tirées des questionnaires auprès des personnes concernées;
- illustrer les données quantitatives par les récits des personnes concernées;
- comprendre la trajectoire des personnes rencontrées et analyser quel épisode de leur vie a été un point de bascule dans leur problématique de logement;
- mieux comprendre comment ces personnes pourraient reprendre un certain pouvoir sur leurs difficultés.

Les entrevues ont eu une durée moyenne de 2 heures et ont eu lieu dans les locaux des organismes partenaires ou par téléphone. Les participantEs ont été rémunéré.es au taux de 25 \$ de l'heure, pour leur temps, leur expertise et leur précieuse contribution à la recherche.

En somme, la méthodologie adoptée a permis de recueillir des données probantes et significatives pour l'étude de la précarité résidentielle. Malgré la difficulté reconnue d'atteindre l'itinérance chronique ou cachée, l'enquête a réussi à mobiliser 215 répondantEs sur le territoire, permettant d'obtenir un niveau de confiance de 95 %, pour la population des 15 ans et plus.

Cette approche a été complétée par 16 entrevues semi-dirigées rémunérées qui ont enrichi les données quantitatives de récits vécus. Bien que ces limites méthodologiques impliquent une sous-représentation probable des formes les plus graves de précarité, la taille et la nature de l'échantillon (ciblant la précarité résidentielle, évitant la stigmatisation) confèrent à cette recherche un apport significatif. Les données recueillies constituent un portrait d'ensemble inédit et robuste des difficultés vécues, essentiel pour orienter les actions locales et les futures interventions.

Analyse des résultats

Cette section présente les principaux constats issus de l'enquête sur l'*Estimation des besoins en matière de logement*, déployée dans la MRC du Haut-Saint-François. L'analyse vise à dresser un portrait nuancé de la situation vécue par les répondantEs, en mettant en lumière les différents degrés de vulnérabilité liés au logement et les facteurs qui y contribuent.

L'objectif n'est pas seulement de quantifier la précarité résidentielle, mais aussi d'en comprendre les formes, les causes et les manifestations à travers le parcours de vie des personnes interrogées. Trois profils de répondantEs ont ainsi été identifiés afin de mieux saisir la diversité des réalités sur le territoire :

- les personnes **à risque de bascule** vers une situation de perte de logement;
- les personnes vivant ou ayant vécu une forme **d'itinérance cachée**, souvent invisible dans les statistiques officielles;
- les personnes ayant **cherché ou souhaité avoir recours à un hébergement d'urgence**, sans nécessairement y accéder.

Ces trois groupes ont été analysés afin de faire ressortir les caractéristiques distinctives de chacun, qu'il s'agisse du profil sociodémographique, des conditions de logement, de leur occupation et de l'utilisation des ressources d'aide disponibles.

Considérant que 74 % des répondantEs s'identifient comme des femmes et le faible nombre de personnes non-binaires (4), l'analyse différenciée selon le genre a été écartée, évitant ainsi un biais d'interprétation des données.

En complément des données chiffrées issues du sondage, l'analyse s'appuie également sur les récits recueillis lors d'entrevues semi-dirigées menées auprès de personnes vivant ou ayant vécu une situation de précarité résidentielle. Ces témoignages permettent d'approfondir la compréhension des réalités locales en donnant voix à des expériences souvent invisibles dans les statistiques. Ils contribuent à identifier les tendances émergentes et à éclairer les enjeux structurels propres au contexte rural, tels que l'accessibilité au logement, le manque de transport, la rareté des services ou encore l'isolement social.

Approche analytique et portée des résultats

Afin d'évaluer la force des liens entre les variables dépendantes (personnes à risque de bascule, vivant ou ayant vécu une forme d'itinérance cachée, ayant cherché ou ayant souhaité avoir recours à un hébergement d'urgence) et les variables indépendantes (données sociodémographiques et utilisation des ressources disponibles), une approche exploratoire a été privilégiée.

Les analyses réalisées visent principalement à identifier des tendances et à mieux comprendre les dynamiques sous-jacentes à la précarité résidentielle dans un contexte rural. Toutefois, en

raison du faible nombre de répondantEs dans certains des sous-groupes, la corrélation entre les variables ne peut être établie de manière statistiquement significative. Les résultats doivent donc être interprétés avec prudence.

Ceux-ci offrent néanmoins des pistes de compréhension et d'action éclairantes pour orienter les interventions locales et approfondir la réflexion sur les enjeux liés à la précarité résidentielle.

La prochaine section est donc structurée autour des trois profils d'individus présentés précédemment soit : 1) à risque de bascule vers une situation de perte de logement ; 2) vivant ou ayant vécu une forme d'itinérance cachée ; et 3) ayant cherché ou souhaité obtenir un hébergement d'urgence, sans nécessairement y avoir accédé. Pour chacun des profils, les données du sondage sont présentées de manière méthodique en suivant le classement des questions du sondage s'y rapportant. L'interprétation est soutenue, au besoin, par des tableaux et des graphiques éclairants. Une synthèse concise des faits saillants conclut la présentation de chaque typologie.

À noter qu'une [synthèse](#) de cette recherche-action est aussi disponible.

Personnes à risque de bascule vers une situation de perte de logement

Il n'est pas rare de constater que plusieurs personnes à la rue ont vécu, dans leur parcours, un ou plusieurs épisodes d'instabilité résidentielle (Hurtubise et al., 2019). On note d'ailleurs, dans la littérature, plusieurs barrières à l'accès, à la sécurité et à la stabilité résidentielle. Ces barrières peuvent s'additionner chez certaines personnes, rendant les enjeux d'instabilité résidentielle multifactoriels.

Lorsqu'elles cumulent les facteurs de risque, ces personnes se retrouvent avec une faible résilience à l'arrivée d'une crise (perte d'emploi, maladie, dépense imprévue ou autre), pouvant les faire basculer à tout moment vers la perte de leur logement.

Dans ce rapport, les personnes considérées « à risque » sont celles ayant identifié au moins un facteur pouvant entraîner une instabilité résidentielle à la question 5.3. L'échantillon ainsi ciblé compte 49 répondantEs (n = 49).

Pensez-vous être à risque de perdre votre domicile, et si oui, pourquoi? (plusieurs réponses possibles)

	Nombre de répondantEs
J'éprouve des problèmes de transport me forçant à me loger à un autre endroit	2
Je n'arrive plus à payer mon loyer ou hypothèque	16
Le prix de mon loyer a trop augmenté	9

	Nombre de répondantEs
Mon domicile nécessite des réparations majeures	9
L'immeuble dans lequel j'habite est à vendre	2
Mon propriétaire me met dehors (éviction)	3
Je suis victime de harcèlement par mon propriétaire, un voisin ou autre personne m'obligeant à déménager	2
Je suis en conflit avec le propriétaire / parents / colocs / membre de ma famille, voisin.	4
J'ai perdu mon travail	4
Je ne gagne pas assez d'argent	17
J'ai des problèmes de dépendances	1
J'ai des problèmes de santé mentale	6
Je suis en situation de handicap physique ou cognitif	2
Je suis victime d'agressions sexuelles	1
Je suis malade ou j'ai des conditions médicales particulières	4
Je suis victime de violence familiale ou conjugale	3
Je suis victime de vol et/ou entrée par infraction	2
Je suis victime de rejet familial en raison de mon identité de genre, orientation sexuelle	1
Je suis en processus de séparation	2
Autre	• Taxes trop élevées pour mon revenu • <i>Fees like municipal taxes or interest rates skyrocketing</i> • Taux d'intérêt hypothécaire qui a nettement augmenté. Cela a augmenté grandement mon paiement mensuel.

“

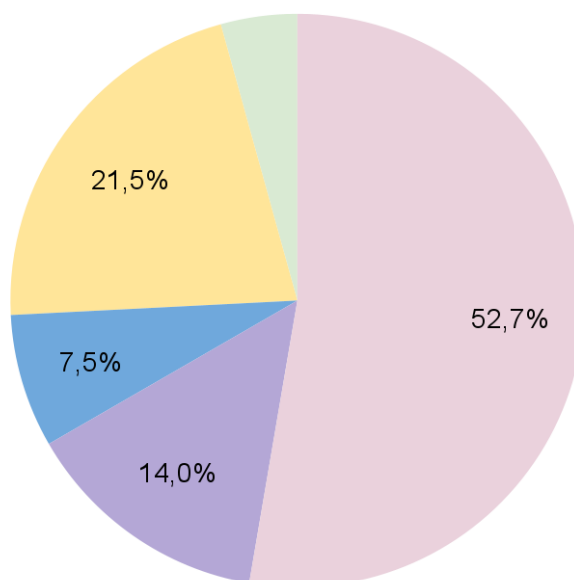
« Je me suis marié en 2009 et me suis séparé en 2010, suite à mon invalidité. Ma femme m’a laissé. Je suis tombé d’une belle vie à un trou dans un 1 ½ avec des coquerelles et des rats. J’appelais ça un placard pour 600 \$. C’était l’enfer ».

-Un homme ayant vécu l’itinérance, vivant maintenant avec un handicap visuel

”

Facteurs de fragilisation

- Enjeux financiers
- Santé mentale / physique
- Violence
- Enjeux avec le propriétaire
- Autre



Enjeux financiers : Ces facteurs représentent plus de la moitié (53 %) de l’ensemble des réponses. Ils indiquent une exposition directe à un risque de bascule menant à la perte de logement. Même des personnes en emploi stable basculent sous la pression de la hausse des coûts du logement. L’itinérance potentielle n’est plus limitée aux populations traditionnellement visées mais s’explique par un déséquilibre entre les revenus et les coûts d’habitation. **Le marché du logement actuel dépasse les capacités financières d’une proportion significative des ménages.**

Facteurs résidentiels et structurels (violence, enjeux avec le propriétaire) : Ces facteurs témoignent d'un manque d'alternatives résidentielles. Même lorsque les conditions du logement deviennent précaires ou non sécuritaires, les répondant.es n'ont pas de solutions de rechange réalistes dans leur environnement proche.

Cela confirme une saturation du marché, où les ménages restent dans des conditions inadéquates, faute d'options.

Enjeux de santé mentale ou physique : Quoique ces facteurs soient moins fréquents dans la présente étude, il s'avère néanmoins qu'ils correspondent aux vulnérabilités fréquemment associées au risque de bascule dans la littérature. Combinés à des enjeux financiers, ils exacerbent considérablement la précarité résidentielle.

Dans quelle municipalité habitez-vous? (48 répondantEs)

Municipalité	Nombre de répondantEs
Ascot Corner	7
Bury	2
Cookshire-Eaton	10
East Angus	15
Scotstown	3
Weedon	3
Je préfère ne pas répondre	2
Autre (personnes du HSF contraintes de vivre ailleurs sur le territoire)	6

Les zones les plus densément peuplées (East Angus, Cookshire-Eaton, Ascot Corner) concentrent également les risques. Notons que East Angus et Cookshire-Eaton accueillent ensemble 53 % des locataires de la MRC (Direction de santé publique du CIUSSS de l'Estrie - CHUS, 2025).

Quelle est la langue principale parlée à la maison? (49 répondantEs)

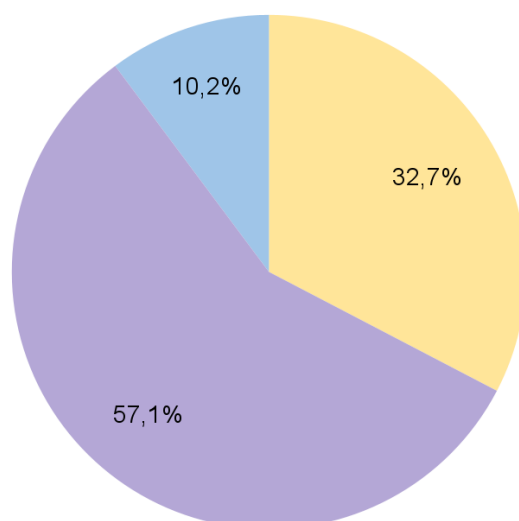
	Nombre de répondantEs
Français	42
Anglais	6
Autre	1

Quel âge avez-vous? (49 répondantEs)

	Nombre de répondantEs
25 à 34 ans	10
35 à 44 ans	6
45 à 54 ans	13
55 à 64 ans	15
65 à 74 ans	4
85 ans et plus	1

Tranches d'âge

- 25 à 44 ans
- 45 à 64 ans
- 65 ans et +



La majorité des personnes « à risque » se situe entre 45 ans et 64 ans. Ce groupe d'âge combine souvent la hausse des dépenses, la stagnation des revenus et le début d'une vulnérabilité au niveau de la santé (voir aussi le concept de génération sandwich²).

Est-ce que vous vous considérez comme une personne appartenant à une minorité visible? (48 répondantEs)

	Nombre de répondantEs
Oui	0
Non	47
Je préfère ne pas répondre	1

Considérez-vous être en situation de handicap? (49 répondantEs)

	Nombre de répondantEs
Oui	9
Non	40

Êtes-vous à la tête d'une famille monoparentale? (Question adressée uniquement aux répondantEs ayant des enfants à charge - 18 répondantEs)

	Nombre de répondantEs
Oui	10
Non	8

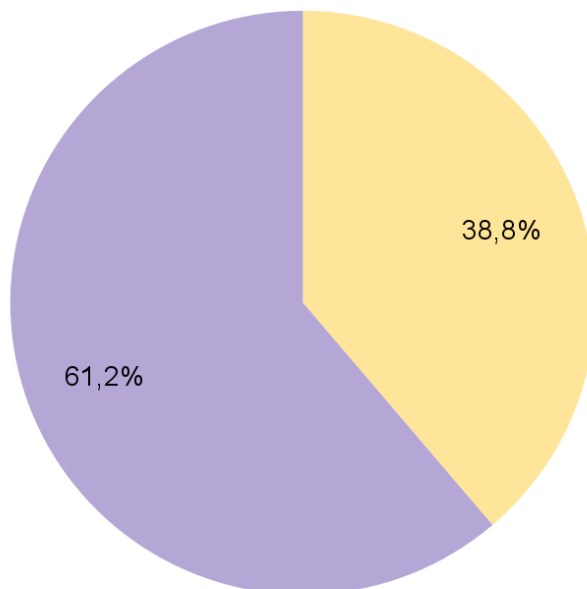
² Williams, 2025. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/11-008-x/2005001/article/7033-fra.pdf?st=DjOYrFhF>

Est-ce que vous habitez avec des adultes? (plusieurs réponses possibles)

	Nombre de répondantEs
Non	19
Beaux-parents	1
Partenaire / conjointE	17
Enfant adulte de plus de 18 ans	8
Famille élargie	1
Colocataire	6
Autre	Je suis seule et divorcée. J'habite chez mon fils, mais j'aimerais bien avoir un appartement.

Charge financière du ménage

- Seule
- Partagée



Lorsque vous pensez à votre situation de vie présentement, lequel de ces énoncés s'applique à vous? (49 répondantEs)

	Nombre de répondantEs
Je suis propriétaire de la maison dans laquelle j'habite	16
Je loue l'appartement dans lequel j'habite	31
J'habite chez quelqu'un gratuitement en échange de services	1
Je préfère ne pas répondre	1

Nous notons ici que 65 % des répondantEs sont locataires.

Quelles sont vos occupations principales actuellement? (Plusieurs réponses possibles)

	Nombre de répondantEs
ÉtudiantE à temps partiel	3
Travail à temps plein	16
Travail à temps partiel	8
Sans emploi, en recherche active	2
Sans emploi, non disponible pour travailler (maladie, proche aidance)	4
En arrêt de maladie	4
À la retraite	6
Prestataire de l'aide de dernier recours (aide sociale)	10
Bénévolat ou implication communautaire	2
Autre	• Travailleur autonome • En retour progressif dans un emploi qui ne me convient pas à cause de mes douleurs physiques • À mon compte, selon la demande

On remarque que 38 % des répondantEs occupent un emploi à temps complet ou sont à la retraite. L'instabilité résidentielle ne touche pas uniquement les ménages déjà marginalisés. Même des personnes en emploi stable basculent sous la pression de la hausse des coûts du logement. **L'itinérance potentielle n'est plus limitée aux populations traditionnellement à risque.**

Quelles sont vos sources de revenus? (plusieurs réponses possibles)

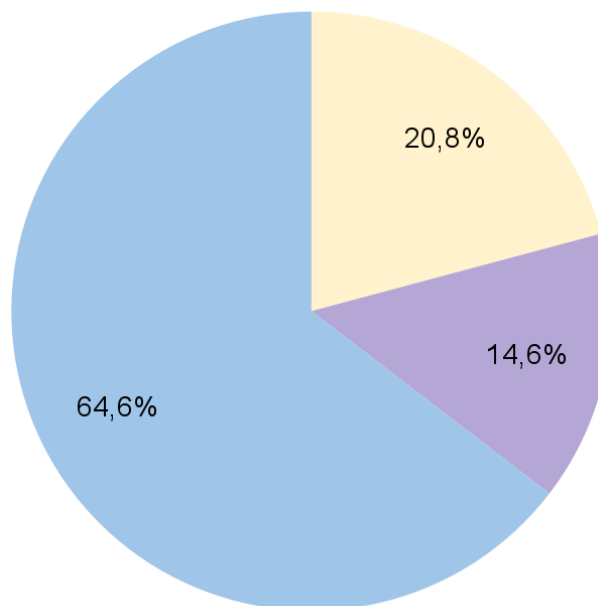
	Nombre de répondantEs
Revenus d'emploi (salaire)	23
Aide sociale	15
Pensions alimentaires d'un autre parent de mon / mes enfants	5
Allocations familiales (provinciales et fédérales)	12
Prestation d'invalidité	2
Assurance emploi (chômage)	1
Revenus informels (vente de bouteilles, quêter)	1
Dons en argent de mes amiEs ou famille	2
Prestations aux aînéEs	4
Revenus de mon / ma conjointE	6
Autre	• Mon fils me paie un loyer • Virage Santé mentale - plateau de travail • IVAC

Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint? (48 répondantEs)

	Nombre de répondantEs
Primaire	3
Secondaire 4 complété	7
Secondaire (DES obtenu)	7
Professionnel (DEP)	9
Collégial (DEC, AEC)	11
1er cycle universitaire (BAC, certificat, mineure, majeure)	9
2e cycle (maîtrise, DESS)	2

Niveau de scolarité

- Secondaire 5 non complété
- Études secondaires
- Études post secondaires



On note que 65 % des répondantEs ciblées « à risque » ont une formation postsecondaire.

La précarité résidentielle dans le Haut-Saint-François n'est pas systématiquement corrélée à une faible scolarité, mais découle de contraintes structurelles (logement, revenus).

Quelles ressources, dans le Haut-Saint-François, utilisez-vous?

	J'utilise déjà	J'aurais besoin	Je n'utilise pas	Je ne connais pas de ressource de ce type
Aide alimentaire	11	11	22	2
Aide familiale / parentale (soin des enfants, questions parentales et/ou familiales)	6	1	33	2
Aide financière	2	9	30	1
Santé et bien-être (santé mentale, toxicomanie)	11	4	28	1
Aide au niveau légal (séparation, testaments, garde des enfants)	5	7	31	1
Aide de soutien (formulaires gouvernementaux, accès aux programmes)	7	7	28	2
Besoins en matière de transport	8	8	26	0
Accès à des soins de santé	17	10	15	0
Total :	67	57	213	9

Le non-recours massif aux ressources d'aide disponibles sur le territoire indique une combinaison de facteurs : méconnaissance, barrière d'accès, faible offre, etc. **Ce non-recours crée un risque de bascule silencieuse, puisque les crises ne sont ni détectées, ni traitées.**

Faits saillants - personnes à risque de bascule vers une situation de perte de logement (n = 49)

- **Les vulnérabilités financières représentent 53 % des facteurs de risque identifiés.** Les ménages n'arrivent plus à suivre l'augmentation des coûts du logement, ce qui constitue le principal moteur de bascule vers une situation de perte de logement.
- **65 % des personnes à risque sont locataires, dans un marché où les alternatives sont limitées.** Le statut locatif amplifie le risque, dans un contexte de faible offre et de coût des loyers en hausse rapide.
- **38 % des répondantEs travaillent à temps plein ou sont à la retraite.** La bascule vers l'instabilité n'est pas limitée aux ménages marginalisés : elle touche des personnes auparavant stables.
- **65 % des répondantEs possèdent une formation postsecondaire.** La précarité observée découle de contraintes structurelles du territoire et non d'un manque de qualification.
- **La majorité des répondantEs n'utilisent pas ou ne connaissent pas les ressources d'aide.** Ce non-recours empêche la détection précoce et accroît le risque d'itinérance cachée.
- **Les données démontrent un déficit structurel de protection résidentielle dans le Haut-Saint-François.** Les personnes à risque ne disposent pas d'un filet de sécurité suffisant pour prévenir la perte de logement.

Personnes vivant ou ayant vécu l'itinérance cachée

Cette catégorie décrit des situations auxquelles des gens accèdent à un **hébergement qui n'offre pas de possibilité de permanence**. On peut dire que l'itinérance commence à ce stade, lorsque la personne n'a pas de possibilités de logis permanent et est accommodée de façon temporaire. De par son caractère souvent invisible et/ou temporaire, ces personnes sont difficiles à identifier, ce qui contribue parfois à retarder l'aide qu'on pourrait leur offrir . Enfin, « les personnes en situation d'itinérance en milieu rural tendent à occuper des endroits plus reclus et isolés » (Pelletier Smith, 2025).

Les personnes identifiées ayant vécu une situation d'itinérance cachée dans les trois derniers mois sont celles ayant indiqué au moins un énoncé correspondant à une absence d'accès à un logement stable (question 5.1), menant notre échantillon à 7 (n = 7).

Lorsque vous pensez à votre situation de vie lors des 3 derniers mois, lesquels de ces énoncés s'appliquent à vous? (plusieurs réponses possibles)

	Nombre de répondantEs
J'ai habité dans un centre médical, de désintoxication ou de réadaptation	1
J'ai dormi chez quelqu'un ou membre de ma famille, car je n'avais pas d'autre endroit où dormir	3
J'ai séjourné chez quelqu'un que je ne connaissais pas, car je n'avais pas d'autre endroit où dormir	2
J'ai séjourné dans une maison d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale	2
J'ai dormi dans un refuge	1
J'ai dormi dans un abri improvisé, un véhicule, une tente ou une cabane	1

Hébergement temporaire faute d'option = 5 : Ces réponses indiquent un hébergement par obligation, non par choix, caractéristique centrale de l'itinérance cachée. **Le fait de dormir chez des inconnus est un indicateur de rupture sévère du réseau de soutien.**

Dans quelle municipalité habitez-vous? (7 répondantEs)

	Nombre de répondantEs
Ascot Corner	1
Cookshire-Eaton	1
Dudswell	1
East Angus	2
Weedon	1
Autre (personnes du HSF contraintes de vivre ailleurs sur le territoire)	1

Quelle est la langue principale parlée à la maison? (7 répondantEs)

	Nombre de répondantEs
Français	6
Anglais	1

Est-ce que vous vous considérez comme une personne appartenant à une minorité visible? (7 répondantEs)

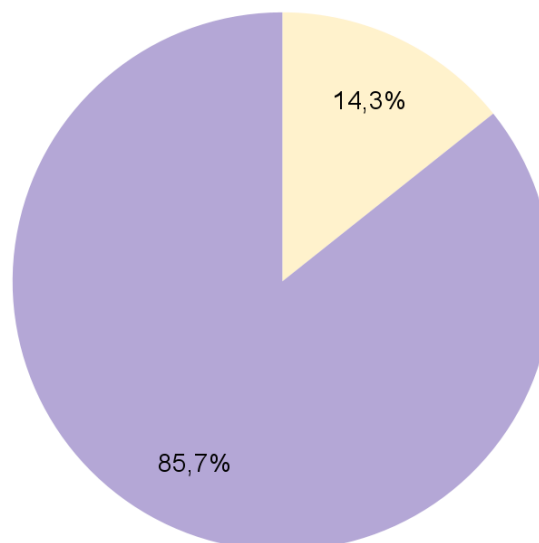
	Nombre de répondantEs
Oui	0
Non	7

Quel âge avez-vous? (7 répondantEs)

	Nombre de répondantEs
25 à 34 ans	1
45 à 54 ans	2
55 à 64 ans	3
65 à 74 ans	1

Tranches d'âge

- moins de 45 ans
- 45 ans et +



On remarque que 86 % des répondantEs ayant vécu ou vivant l'itinérance cachée ont plus de 45 ans. Habituellement, ces gens sont « davantage touchés par des facteurs liés au vieillissement et à des événements récents (problèmes de santé physique, perte d'emploi, séparation, veuvage, retraite, revenus insuffisants) combinés à la rareté de logements abordables » (Pelletier-Smith, 2025).

3.6. Considérez-vous être en situation de handicap? (7 répondantEs)

	Nombre de répondantEs
Oui	2
Non	5

Êtes-vous à la tête d'une famille monoparentale? (Question adressées uniquement aux répondantEs ayant des enfants à charge - 7 répondantEs)

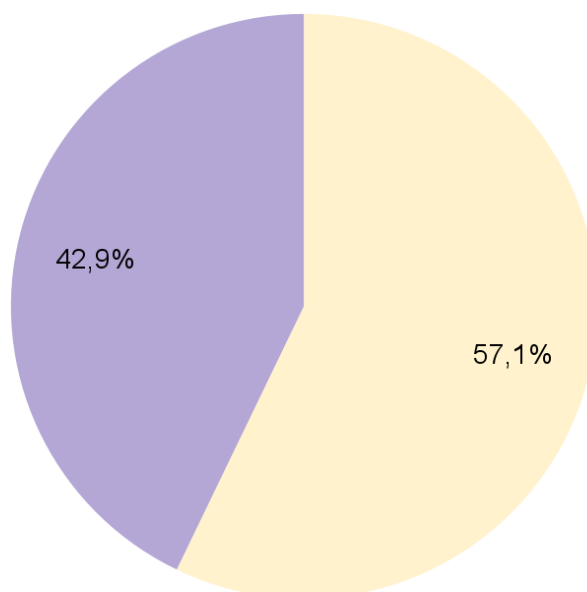
	Nombre de répondantEs
Oui	2
Non	5

Est-ce que vous habitez avec des adultes? (plusieurs réponses possibles)

	Nombre de répondantEs
Non	4
Partenaire / conjointE	1
Enfant adulte de plus de 18 ans	3

Charge financière du ménage

- Seule
- Partagée



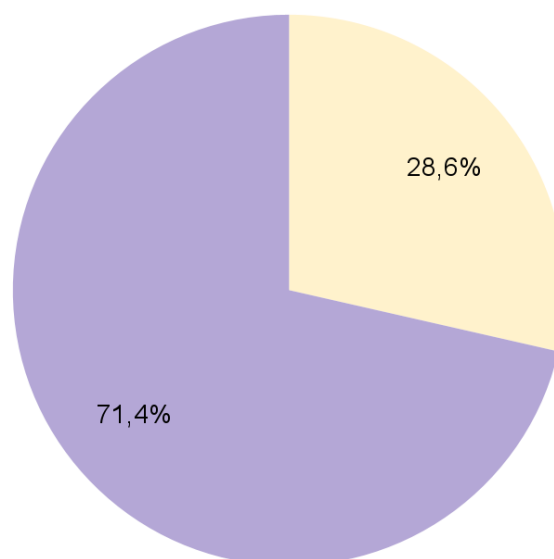
Les personnes vivant seules disposent moins de leviers pour absorber les crises. Quant aux personnes à la tête de familles monoparentales, elles portent à elles-seules la pression de la charge familiale, combinée à celle de la charge financière du ménage.

Lorsque vous pensez à votre situation de vie présentement, lequel de ces énoncés s'applique à vous? (7 répondantEs)

	Nombre de répondantEs
Je suis propriétaire de la maison dans laquelle j'habite	2
Je loue l'appartement dans lequel j'habite	4
J'habite chez quelqu'un gratuitement en échange de services	1

Propriétaire ou locataire

- Propriétaire
- Locataire



Le statut de locataire demeure associé à la vulnérabilité, mais touche également des propriétaires. L'instabilité résidentielle peut toucher des profils variés, lorsque le filet social est insuffisant.

Quelles sont vos occupations principales actuellement? (Plusieurs réponses possibles)

	Nombre de répondantEs
ÉtudiantE à temps partiel	1
Travail à temps plein	1
Sans emploi, en recherche active	1
Sans emploi, non disponible pour travailler (maladie, proche aidance)	1
En arrêt de maladie	1
À la retraite	1
Prestataire de l'aide de dernier recours (aide sociale)	1
Autre	à mon compte, selon la demande

Quelles sont vos sources de revenus? (plusieurs réponses possibles)

	Nombre de répondantEs
Revenus d'emploi (salaire)	2
Aide sociale	2
Pensions alimentaires d'un autre parent de mon / mes enfants	1
Allocations familiales (provinciales et fédérales)	2
Prestation d'invalidité	1
Dons en argent de mes amiEs ou famille	1
Prestations aux aînéEs	1

Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint? (7 répondantEs)

	Nombre de répondantEs
Secondaire 4 complété	4
Professionnel (DEP)	2
1er cycle universitaire (BAC, certificat, mineure, majeure)	1

Le profil des répondantEs démontre une grande **hétérogénéité socioéconomique**, ce qui nous indique que l'itinérance cachée ne touche pas un profil de personne spécifiquement, mais des trajectoires variées.

Quelles ressources, dans le Haut-Saint-François, utilisez-vous?

	J'utilise déjà	J'aurais besoin	Je n'utilise pas	Je ne connais pas de ressource de ce type
Aide alimentaire	2	2	2	0
Aide familiale / parentale (soin des enfants, questions parentales et/ou familiales)	0	0	4	1
Aide financière	0	1	4	0
Santé et bien-être (santé mentale, toxicomanie)	4	1	1	0
Aide au niveau légal (séparation, testaments, garde des enfants)	1	1	4	0

	J'utilise déjà	J'aurais besoin	Je n'utilise pas	Je ne connais pas de ressource de ce type
Aide de soutien (formulaires gouvernementaux, accès aux programmes)	2	1	3	1
Besoins en matière de transport	1	2	4	0
Accès à des soins de santé	4	1	1	0
Total :	14	9	23	2

Le non-recours aux ressources d'aide demeure élevé, malgré une situation critique. Cela confirme un décalage entre les besoins réels et l'offre disponible, qui peut être exacerbé par des enjeux de disponibilité, d'accessibilité ou de connaissance des services.

L'absence d'une porte d'entrée unique dédiée aux personnes en situation d'itinérance accentue cette difficulté pour ces personnes à avoir recours aux services.

Faits saillants - personnes ayant vécu ou vivant l'itinérance cachée (n = 7)

- L'itinérance cachée est présente dans plusieurs zones du Haut-Saint-François et **concerne majoritairement des personnes de 45 ans et plus (85,7 %)**.
- La majorité de ces personnes (**57,1 %**) **assume seule la charge financière du ménage**, sans cohabitation avec une autre personne adulte. L'absence de réseau immédiat augmente la probabilité de basculement lors d'une crise.
- **71,4 % des répondantEs sont locataires**, un statut corrélé à l'instabilité dans un marché locatif saturé et par la très faible offre de logements abordables.
- Malgré leur situation critique, **l'offre de services offerts demeure sous-utilisée**, ce qui peut soulever un problème d'accessibilité, de diffusion ou de services adaptés.
- **Les profils socioéconomiques des répondantEs sont variés** (travailleurs et travailleuses, retraitéEs, aide sociale, travailleuse ou travailleur autonome). L'itinérance cachée présente dans le Haut-Saint-François dépasse les stéréotypes. Elle touche des

personnes dont le filet social est effrité et pour qui les ressources financières sont insuffisantes.

- **Les situations décrites confirment une absence de mécanismes locaux permettant de prévenir ou de stabiliser l'itinérance.** Les personnes en crise doivent improviser des solutions temporaires et parfois dangereuses (J'ai séjourné chez quelqu'un que je ne connaissais pas, car je n'avais pas d'autre endroit où dormir).

Personnes ayant cherché ou souhaité avoir recours à une ressource d'hébergement d'urgence sans nécessairement y accéder

Les personnes ayant cherché ou souhaité recourir à une ressource d'hébergement d'urgence sont celles qui, sans nécessairement y avoir accédé, se trouvent en situation d'absence de logement permanent.

Ils visent à répondre aux besoins immédiats des personnes sans-abri, parfois selon des clientèles précises. Ces hébergements sont **temporaires** et ne permettent généralement pas d'y demeurer de façon permanente (Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2022).

Dans le Haut-Saint-François, il n'existe actuellement aucun hébergement d'urgence ou refuge accessible à l'ensemble de la population. Toutefois, les femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants peuvent avoir accès à **La Méridienne**, une maison d'hébergement spécialisée.

Ainsi, il ne se trouve, sur le territoire, aucun véritable filet d'urgence pour les personnes en situation de perte de logement.

Pour identifier ces répondantEs, la question 6.1 a été analysée, et nous avons retenu seulement les répondantEs ayant identifié des situations où elles n'ont pas eu accès à une ressource d'hébergement d'urgence au cours de la dernière année, menant notre échantillon à 25 (n = 25).

Si vous aviez besoin d'une ressource d'hébergement au cours de la dernière année et que vous n'en avez pas eu l'accès, quels ont été les obstacles rencontrés? (plusieurs réponses possibles)

	Nombre de répondantEs
Le refuge était plein	3
Il n'y a pas de refuge dans ma région	2
Préoccupations en matière de santé (punaises de lit, hygiène, etc.)	1
Heures d'ouverture qui ne me conviennent pas	1

	Nombre de répondantEs
J'ai des animaux et ils ne sont pas acceptés	7
Je ne voulais pas me séparer d'un membre de ma famille ou partenaire	1
J'avais des personnes à ma charge (enfant, proche aidance)	4
Je ne souhaitais pas être vu.e ou reconnu.e	1
Je ne connais pas les ressources qui me sont accessibles dans ma région	6
Je préfère ne pas répondre	3
Autre	un ami m'a hébergée

L'absence d'hébergement d'urgence dans la MRC constitue un obstacle structurel et signifie que toute **personne en crise** (personne violentée, personne sans domicile ou en épisode de rupture sociale) **n'a aucun lieu sécuritaire où se rendre**, à l'exception de La Méridienne (uniquement pour les femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants), qui se trouve souvent en surcapacité.

L'absence de refuge acceptant les animaux ou les familles mène à un **renoncement forcé**. L'obligation de choisir entre sa sécurité et sa famille ou ses animaux reflète une absence de réponses flexibles.

Dans quelle municipalité habitez-vous? (21 répondantEs)

Municipalité	Nombre de répondantEs
Cookshire-Eaton	4
East Angus	10
Newport	1
Scotstown	2
Westbury	1
Je préfère ne pas répondre	1
Autre (personnes du HSF contraintes à vivre ailleurs sur le territoire)	2

Quelle est la langue principale parlée à la maison? (20 répondantEs)

	Nombre de répondantEs
Français	18
Anglais	1
Autre	1

Est-ce que vous vous considérez comme une personne appartenant à une minorité visible? (21 répondantEs)

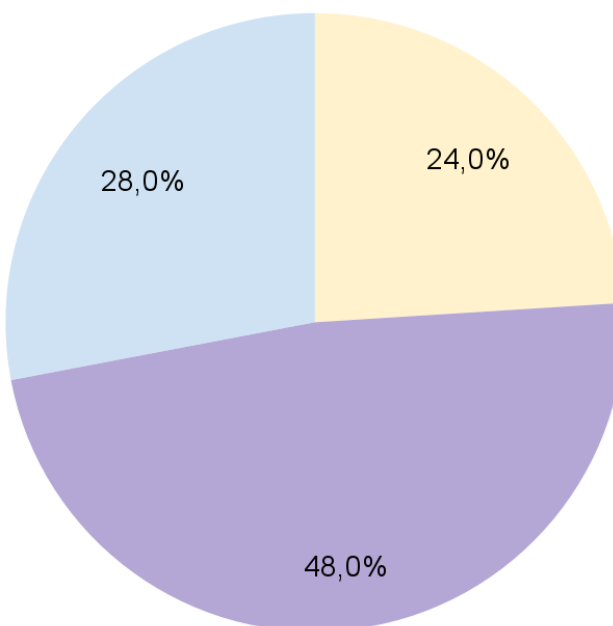
	Nombre de répondantEs
Oui	2
Non	19

Quel âge avez-vous? (25 répondantEs)

	Nombre de répondantEs
15 à 24 ans	2
25 à 34 ans	3
35 à 44 ans	1
45 à 54 ans	6
55 à 64 ans	6
65 à 74 ans	5
75 à 84 ans	1
85 ans et plus	1

Tranches d'âge

- 15 à 44 ans
- 45 à 64 ans
- 65 ans et +



L'hébergement d'urgence est un besoin réel chez une population plus âgée, et non limité aux jeunes adultes. Son recours s'associe plus à une **déficience du système** qu'à un phénomène marginal.

Considérez-vous être en situation de handicap? (21 répondantEs)

	Nombre de répondantEs
Oui	4
Non	16
Je préfère ne pas répondre	1

Êtes-vous à la tête d'une famille monoparentale? (Question adressée uniquement aux répondantEs ayant des enfants à charge) (7 répondantEs)

	Nombre de répondantEs
Oui	6
Non	1

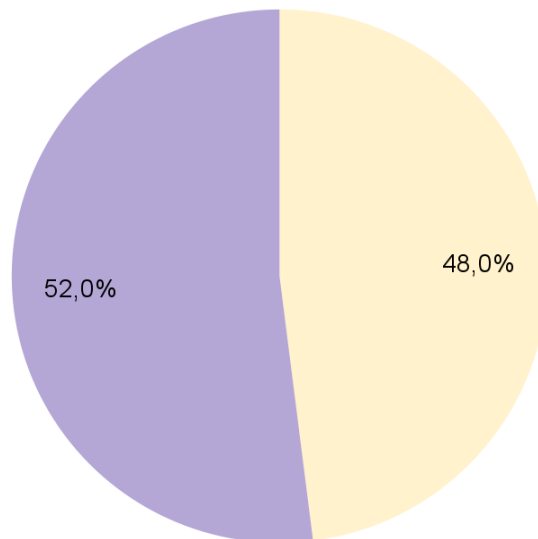
La recherche identifie 6 chef.fes de familles monoparentales sur 7 répondantEs. Cette proportion extrêmement élevée indique une exposition disproportionnée des familles monoparentales aux crises résidentielles. Un refuge non adapté aux familles laisse ces personnes sans solution sécuritaire.

Est-ce que vous habitez avec des adultes? (plusieurs réponses possibles)

	Nombre de répondantEs
Non	12
Partenaire / conjointE	4
Enfant adulte de plus de 18 ans	5
Famille élargie	2
Colocataire	3
Autre	J'habite chez mon fils

Charge financière du ménage

- Seule
- Partagée

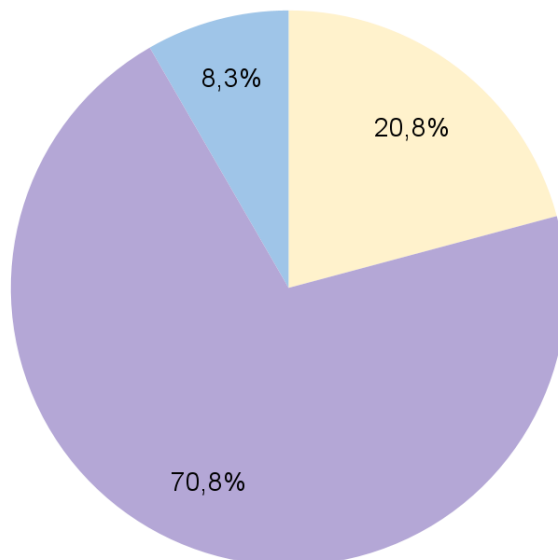


Lorsque vous pensez à votre situation de vie présentement, lequel de ces énoncés s'applique à vous? (24 répondantEs)

	Nombre de répondantEs
Je suis propriétaire de la maison dans laquelle j'habite	5
Je loue l'appartement dans lequel j'habite	17
J'habite chez quelqu'un gratuitement en échange de services	1
Autre	● J'habite chez mes parents

Propriétaire ou locataire

- Propriétaire
- Locataire
- Autre



Si le statut de locataire demeure traditionnellement associé à une situation de crise, la présence de **propriétaires** parmi les demandeurs de refuge indique une perte temporaire ou définitive de l'accès à leur domicile. Cette situation **élargit** considérablement le type de profils affectés.

Quelles sont vos occupations principales actuellement? (Plusieurs réponses possibles) .

	Nombre de répondantEs
ÉtudiantE à temps complet	1
ÉtudiantE à temps partiel	1
Travail à temps plein	9
Travail à temps partiel	2
Sans emploi, en recherche active	1
Sans emploi, non disponible pour travailler (maladie, proche aidance)	1
En arrêt de maladie	2
À la retraite	6

	Nombre de répondantEs
Prestataire de l'aide de dernier recours (aide sociale)	2
Bénévolat ou implication communautaire	1
Autre	• aidante pour mon fils • à mon compte, selon la demande

On note que 60 % des répondantEs déclarent travailler à temps complet ou être à la retraite.

Quelles sont vos sources de revenus? (plusieurs réponses possibles).

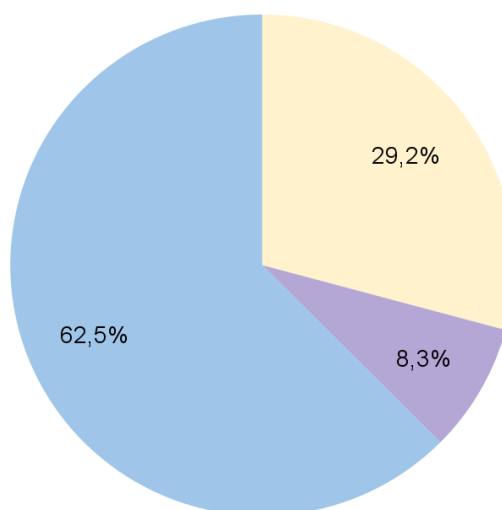
	Nombre de répondantEs
Revenus d'emploi (salaire)	12
Aide sociale	4
Pensions alimentaires d'un autre parent de mon / mes enfants	1
Allocations familiales (provinciales et fédérales)	5
Prestation d'invalidité	1
Dons en argent de mes amiEs ou famille	1
Prestations aux aînéEs	5
Revenus de mon / ma conjointE	1
Autre	• mon fils me paie un loyer

Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint? (24 répondantEs)

	Nombre de répondantEs
Primaire	2
Secondaire 4 complété	5
Secondaire (DES obtenu)	2
Professionnel (DEP)	3
Collégial (DEC, AEC)	4
1er cycle universitaire (BAC, certificat, mineure, majeure)	2
2e cycle (maîtrise, DESS)	4
Je préfère ne pas répondre	2

Niveau de scolarité

- Secondaire 5 non complété
- Secondaire 5
- Études postsecondaires



La précarité résidentielle nécessitant l'usage d'une ressource d'hébergement d'urgence touche des personnes insérées socialement et économiquement et non seulement les ménages marginalisés. Ces données nous démontrent que l'itinérance dans le Haut-Saint-François est alimentée par des enjeux structurels et non uniquement par des caractéristiques individuelles (consommation, enjeux de santé mentale, etc.).

Quelles ressources, dans le Haut-Saint-François, utilisez-vous?

	J'utilise déjà	J'aurais besoin	Je n'utilise pas	Je ne connais pas de ressource de ce type
Aide alimentaire	5	4	8	2
Aide familiale / parentale (soin des enfants, questions parentales et / ou familiales)	1	2	12	2
Aide financière	1	3	12	1
Santé et bien-être (santé mentale, toxicomanie)	4	2	11	1
Aide au niveau légal (séparation, testaments, garde des enfants)	3	2	12	1
Aide de soutien (formulaires gouvernementaux, accès aux programmes)	2	3	12	2
Besoins en matière de transport	1	4	12	2
Accès à des soins de santé	9	3	4	1
Total :	26	23	83	12

Le non-recours massif aux ressources disponibles sur le territoire est encore marquant, alors que les répondantEs sont en véritable situation de crise.

Faits saillants - Personnes ayant cherché ou souhaité avoir recours à une ressource d'hébergement d'urgence sans nécessairement y accéder (n = 25)

- **Aucune ressource d'hébergement d'urgence dédiée à l'ensemble de la population** n'existe dans le Haut-Saint-François, ce qui peut obliger les personnes en crise à chercher des solutions hors territoire.
- **Les obstacles rencontrés sont souvent structurels** (absence de refuge, inadéquation des services).
- **52 % des personnes ont plus de 45 ans**, démontrant que le besoin d'hébergement d'urgence touche largement les adultes et les personnes âgées.
- **Les familles monoparentales** représentent un groupe largement exposé (6 répondantEs sur 7).
- **70 % de ces personnes sont locataires**, ce qui reflète une vulnérabilité exacerbée dans un marché sous tension.
- **60 % travaillent à temps plein ou sont à la retraite**, ce qui explique que les ménages insérés économiquement n'ont pas accès à une solution d'urgence.
- **62 % ont des études postsecondaires**, confirmant que la crise n'est pas systématiquement liée à un faible niveau de qualification, mais à un manque d'infrastructures de soutien.
- **82 %** du total des réponses en lien avec l'utilisation des ressources d'aide disponibles disent **ne pas utiliser actuellement les ressources** (j'aurais besoin, je n'utilise pas, je ne connais pas), alors que ces personnes sont en réelle situation de crise.

Résumé des constats - personnes en situation de précarité résidentielle

Ce résumé des constats aborde la réalité des personnes en situation de précarité résidentielle documentées dans la section précédente selon les aspects de convergences les plus souvent identifiés lors du sondage soit : 1) les trajectoires menant à l'itinérance; 2) les profils des personnes en situation d'insécurité résidentielle; 3) les enjeux financiers; 4) les problèmes ou conflits avec le propriétaire; 5) la violence; 6) l'utilisation des ressources d'aide disponibles sur le territoire, et 7) les enjeux transversaux à la précarité résidentielle - effet en cascade sur la santé, l'alimentation et l'accès aux services.

Trajectoires menant à l'itinérance

Il est difficile d'identifier clairement les éléments qui sont à l'origine des épisodes d'itinérance. Dans bien des cas, « les facteurs de vulnérabilité s'enchevêtrent et se multiplient jusqu'à devenir très complexes » (MacDonald et al. 2020). On parle alors d'un processus de

fragilisation, exacerbé par quatre (4) types de facteurs (Ministère de la Santé et de Services sociaux, 2022) :

1. **Facteurs structurels** - taux d'effort et besoins impérieux en matière de logement, éviction, pauvreté, inégalités sociales, discriminations et marginalisations;
2. **Facteurs systémiques** - accessibilité des logements, des services en santé et services sociaux, éducation;
3. **Facteurs relationnels** - violence sous toutes ses formes, décès ou ruptures;
4. **Facteurs personnels** - problèmes de dépendance et de santé physique ou mentale.

Le parcours menant à l'itinérance n'est pas nécessairement linéaire : une même personne peut, au fil du temps, naviguer entre différentes situations de vulnérabilité : se retrouver à risque de bascule, vivre une période d'itinérance cachée, ou encore avoir recours à un refuge, et ce, à plusieurs reprises au cours de son parcours de vie.

Il est ainsi probable que les personnes interrogées se soient retrouvées dans les trois groupes observés.

Profil des personnes en situation d'insécurité résidentielle

Les données recueillies démontrent un **profil éloigné des représentations traditionnelles** de l'itinérance :

- 59 % des personnes qui s'estiment à risque de basculer vers une perte de logement sont âgées de plus de 45 ans;
- 61 % d'entre elles partagent la charge financière du ménage avec une autre personne adulte;
- 65 % ont des études postsecondaires;
- 35 % sont propriétaires ;
- 38 % travaillent à temps complet ou sont à la retraite.

Ces tendances se retrouvent également dans les groupes ayant vécu ou vivant l'itinérance cachée et ayant souhaité avoir accès à une ressource d'hébergement d'urgence, sans nécessairement y avoir eu accès.

Ces résultats confirment que la **précarité résidentielle touche des personnes insérées socialement, souvent scolarisées, actives ou ayant travaillé toute leur vie**. Elle n'est pas principalement liée à des troubles individuels, mais à des pressions économiques systémiques dans un marché locatif en crise.

Enjeux financiers

Il a été démontré que 285 ménages (3 %) sur le territoire éprouvent des besoins impérieux³ en matière de logement. De plus, on compte 985 ménages (10 %) qui dépensent 30 % ou plus de leurs revenus en frais de logement, qu'ils soient locataires ou propriétaires (Direction de santé publique du CIUSSS de l'Estrie - CHUS, 2025). Les résultats de notre enquête corroborent ces statistiques, puisqu'un peu plus de la moitié des raisons évoquées en lien avec la crainte de perdre son logement sont en lien avec des enjeux financiers.



« Les loyers sont beaucoup trop chers pour des personnes vivant seules. La vie en colocation est le seul moyen d'arriver financièrement, mais c'est aussi difficile sur la santé mentale, car tout le monde n'est pas respectueux des autres. [...] Il reste à prendre un 2e emploi, mais je n'ai plus 20 ans et l'énergie n'y est plus ».

-Une personne ayant répondu au sondage



Les témoignages confirment une pression financière intense, conduisant à :

- des compromis sur la qualité du logement;
- la colocation forcée;
- un effritement de la santé mentale;
- une incapacité à absorber un événement imprévu.

Problèmes ou conflits avec le propriétaire

Près de 22 % des répondantEs affirment vivre des problèmes ou conflits avec leur propriétaire. On parle ici de harcèlement et de relations tendues, mais aussi de négligence quant à l'entretien du loyer.

Ces résultats soulignent un marché locatif peu régulé, où les locataires ont peu de recours réels, particulièrement en ruralité où l'alternative est presque inexistante.

³ Un ménage éprouve des besoins impérieux en matière de logement s'il répond à au moins un de ces critères : besoin de réparations majeures, nombre de chambres insuffisant pour le nombre de personnes vivant dans ce logement, coût dépassant 30 % des revenus (SCHL, 2024).

“

« J'ai envie de quitter mon propriétaire. Mon loyer est en miettes, il est fini. J'aimerais bien ça m'en aller, mais je ne trouverai pas. J'endure mon trou à rat ».

-Une femme en situation précaire, avec enfants à charge

”

Problèmes de santé physique et mentale

On remarque que 14 % des répondantEs à risque de basculer vers une situation de perte de logement disent vivre des enjeux de santé physique ou mentale.

“

« J'ai manqué beaucoup de travail à cause de mes enjeux de santé. Face à un ralentissement de l'entreprise, ils m'ont mis au chômage et on ne m'a jamais rappelé ».

-Un homme vivant maintenant de l'aide sociale et ayant accumulé des dettes suite à une perte importante de revenus

”

Les témoignages montrent que ces enjeux rendent le maintien en emploi plus difficile et fragilisent la stabilité financière. Cependant, les résultats de notre enquête démontrent que les problèmes de santé physique et mentale **ne constituent pas le facteur dominant** : ils aggravent une situation déjà rendue précaire par des conditions économiques et structurelles difficiles.

Violence

Les personnes victimes de violence (violence familiale, conjugale, agressions, vol ou entrée par infraction, rejet en raison de l'identité de genre ou orientation sexuelle) vivent également des enjeux de précarité résidentielle, à raison de 7,5 %.

La violence joue souvent comme un **élément déclencheur nécessitant un départ rapide**. Les témoignages démontrent que l'absence de ressources d'hébergement d'urgence sur le territoire laisse les victimes sans solution et les expose à des situations dangereuses ou bien se retrouvent en situation d'itinérance, étant la seule option viable à court terme.



« J'ai dû trouver quelque chose rapidement [...] J'ai dû prendre l'option la plus rapide, ce qui fait que j'ai dû prendre le premier loyer disponible, ce qui fait qu'il est cher pour moi. Pendant un mois, le temps que l'appartement se libère, j'ai été sans domicile fixe. J'alternais entre le loyer de répit de La Maison Jaune ou bien je dormais sur un matelas dans la boutique où je travaille ».

-Une femme victime de violence conjugale qui n'a pu aller à la Méridienne, faute d'espace.



Utilisation des ressources d'aide disponibles sur le territoire

Parmi les trois (3) groupes observés, on remarque que plusieurs personnes n'utilisent pas les ressources disponibles sur le territoire (j'aurais besoin, je n'utilise pas, je ne connais pas). On note toutefois un grand besoin en aide alimentaire, en santé et bien-être (santé mentale et toxicomanie), ainsi qu'un accès aux services de santé.

Chez les personnes interrogées en entrevue, il est unanime que le recours à ces services a été déterminant dans leur parcours.

- « C'est faisable quand tu as de l'aide. Il faut s'en servir. Sers-toi de tout ce que tu veux si tu veux t'en sortir ».
- « Moisson m'a référé à Loïc (travailleur de rue). Je suis au paradis ».

- « De très bonnes ressources, avec des gens compétents et investis ».
- « Si j'avais pas eu La Maison Jaune, je ne serais plus ici ».
- « La banque alimentaire (Moisson HSF) a fait la démarche au CLSC pour que je reçoive du soutien psychologique avec l'infirmière ».

Il demeure toutefois que certaines barrières existent quant à l'utilisation de certaines ressources, comme le transport ou encore certains critères d'éligibilité.

- « Certaines ressources viennent avec une échéance (nombre de visites ou consultations maximum), même si le besoin est encore présent en bout de ligne. C'est dommage, car il y a certaines ressources très bénéfiques ».
- « Je ne peux pas utiliser car pas de transport ».
- « Le SARL (Service d'aide à la recherche de logement) nous réfère là (appartements sur la rue Bowen, à Sherbrooke), mais c'est des endroits de junky. J'aimerais mieux vivre à la rue qu'aller là ».
- « Comme j'ai encore le compte conjoint avec mon ex, je n'ai pas encore droit à Moisson HSF ».

Par contre, le non-recours aux ressources ne signifie pas une absence de besoins. Il peut être expliqué par :

- des obstacles de transport;
- des horaires inadéquats;
- la perception que c'est « pour les pauvres »;
- la honte ou la peur d'être jugé;
- des critères d'admissibilité limitants.

Enjeux transversaux à la précarité résidentielle - effet en cascade sur la santé, l'alimentation et l'accès aux services

On remarque chez les personnes interrogées qu'une trop grande part de leurs revenus pour se loger apporte d'autres difficultés, augmentant leur niveau de vulnérabilité.

Conséquences sur la santé psychologique

L'insécurité résidentielle « génère un stress chronique significatif, impactant directement le bien-être psychologique et physique des locataires. Leurs stratégies d'adaptation, bien que

variées, entraînent souvent des coûts personnels élevés, exacerbant leur détresse » (Audet, 2025). Ce stress est bien présent chez les personnes interrogées, qui doivent aussi parfois vivre avec le sentiment de honte et le sentiment d'infériorité pour bon nombre d'elles.



« C'est comme si la haute société se mettait contre moi. Qu'éssé j'ai fait pour mériter ça ? Tout est arrivé en même temps. On essaie d'être un bon citoyen. On se sent tellement impuissant. Prescris-moi l'aide médicale à mourir. Piquez-moi et sacrez-moi patience. On fait trois pas en avant et quand on recule juste de un, c'est la fin du monde qui vient d'arriver ».

-Un homme ayant vécu une période de transition
risquée



Insécurité alimentaire

Selon le rapport 2024-2025 « Le coût du panier à provisions nutritif et économique (PPNE) en Estrie (OEDC, 2025), c'est dans la MRC du Haut-Saint-François qu'on note la hausse la plus importante du coût du panier d'épicerie en Estrie, durant la période d'avril 2024 à janvier 2025. Nous pouvons présumer que cette hausse du prix des aliments sur le territoire est encore plus problématique pour les personnes en situation de précarité résidentielle.

Les résultats de notre enquête démontrent d'ailleurs que, parmi les 3 groupes observés quant à l'utilisation des ressources en aide alimentaire :

- **Personnes à risque de bascule vers une situation de perte de logement** : 11 personnes utilisent déjà les ressources et 11 en auraient besoin.
- **Personnes ayant vécu ou vivant l'itinérance cachée** : 2 personnes utilisent déjà les ressources et 2 en auraient besoin;
- **Personnes ayant cherché ou souhaité avoir recours à un hébergement d'urgence** : 5 personnes utilisent déjà les ressources et 4 en auraient besoin.



« J'ai mangé grâce au frigo partage et des cannes de thon durant le dernier hiver. Je vais chercher des pommes tombées par terre des pommiers de mon voisin à la noirceur. Mais j'ai le sentiment de voler ».

-Une femme propriétaire à la retraite, en situation de précarité



Transport

Le transport en milieu rural représente un enjeu majeur, surtout pour les personnes en situation de précarité. Le manque de mobilité a des impacts directs sur l'inclusion sociale et l'accès aux services.

- « Mon gros problème, c'est le transport. Il n'y a pas d'épicerie à Ascot Corner. C'est pas loin Sherbrooke, mais quand tu es à pied, c'est loin pour faire une épicerie ».
- « Mes transports sont limités, car l'essence est devenue un luxe et l'auto, c'est juste pour aller travailler ».
- « Si tu veux un loyer abordable, tu quittes Sherbrooke. Si tu veux du transport, tu n'as pas le choix de vivre à Sherbrooke ».
- « Le service de transport offert par le CAB (Centre d'action bénévole) ne fonctionne pas pour les jeunes ».

Pistes de solutions envisagées par les répondantEs

Bien que la question n'ait pas été abordée directement via le questionnaire, nous avons demandé aux personnes interrogées lors des entrevues ce qui pourrait les aider concrètement. Pour la plupart d'entre elles, la possibilité de se loger à un prix abordable, dans un logement stable et adapté à leurs besoins, constitue l'enjeu principal. Trois pistes de solutions sont proposées, soit : 1) le Programme de supplément au loyer (PSL); 2) les logements abordables; 3) les logements de transition.

Programme de supplément au loyer (PSL)

Plusieurs personnes interrogées connaissaient plus au moins ce programme, qui permet aux bénéficiaires de payer un loyer correspondant à 25 % de leur revenu (SHQ, 2025), la différence étant payée par la Société d'habitation du Québec (65 %) et la municipalité où se situe le logement (10 %). Toutefois, nous notons que :

- la majorité des répondantEs connaissent peu son fonctionnement;
- les démarches administratives sont jugées comme complexes et décourageantes;
- plusieurs municipalités du territoire refusent d'adhérer au programme, ce qui en réduit drastiquement l'accès.

Seuls 21 ménages sur tout le territoire en bénéficient actuellement (Direction de santé publique du CIUSSS de l'Estrie - CHUS, 2025), un nombre disproportionnellement faible par rapport aux **besoins documentés**. Celui-ci pourrait toutefois sécuriser financièrement de nombreux ménages. Une participante, qui ignorait l'existence de ce programme, le voyait pourtant comme une solution à bien des soucis « *Je pourrais manger du filet mignon une fois par mois, amener mes enfants au resto ou au cinéma* ».

Le PSL représente un levier financier immédiat, mais **son impact est limité par deux obstacles systémiques** :

- faible disponibilité liée au refus politique du territoire;
- barrières administratives qui en limitent l'accès aux personnes pourtant dans un besoin urgent.

Du logement abordable

La MRC du Haut-Saint-François compte 188 unités de logements sociaux et communautaires, **représentant 1,9 % de son parc immobilier** (Direction de santé publique du CIUSSS de l'Estrie - CHUS, 2025).

La répartition de ces unités montre également une inégale accessibilité :

- 55 HLM sont réservés aux 50 ans et plus;
- seulement 6 unités sont destinées à une clientèle non spécifiée, situées à Saint-Isidore-de-Clifton, une municipalité éloignée et actuellement peu desservie.

Les participantEs identifient explicitement le manque de logements familiaux, de logements abordables, de logements à proximité des services et de logements mixtes.

- « Ça prend plus de logements abordables et adéquats dans le HSF. Des logements familles. Car les seuls HLM sont pour 50 ans et plus. Sauf à Saint-Isidore, mais trop loin et sans services ».
- « Mes enfants ne sont pas demeurés dans la région, faute de logement et je n'avais pas le droit de créer une minimaison sur mon 100 acres pour eux ».
- « On a besoin de HLM à East Angus, Cookshire, même Weedon, pour autre chose que 50 ans et plus. HLM familles ! Faire des HLM mixtes aussi, il y a plus de vie, de principe de communauté ».
- « Des logements abordables pour les familles. Pas de loyers à 1 500 \$. Des PSL accessibles, simples ».

Le déficit en logements sociaux, communautaires ou abordables a des effets directs : exode des jeunes, maintien forcé en cohabitation non souhaitée, choix résidentiels restreints et exacerbation de la précarité financière.

Des logements de transition

Il a également été nommé à quelques reprises le besoin d'avoir des espaces de vie temporaires lors de transitions dans le parcours de vie, souvent suite à une crise (séparation, sortie d'un milieu violent, etc.).

Le logement de transition offre un « milieu de soutien aux résidentEs, y compris une expérience, des outils, des connaissances et des occasions de développement social et de perfectionnement des compétences afin qu'ils deviennent plus autonomes. Il est considéré comme une **étape intermédiaire entre le logement d'urgence et le logement avec services de soutien** et comporte des restrictions quant à la durée du séjour d'une personne ou d'une famille. Les séjours durent généralement de trois mois à trois ans » (SCHL, 2025).

L'objectif principal du logement de transition est d'offrir la **stabilité** nécessaire pour que la personne puisse se concentrer sur sa recherche de logement permanent, tout en reprenant du pouvoir sur sa vie. Les témoignages recueillis vont en ce sens :

“

« On a besoin d'un espace accueillant, où l'on peut être soi-même.
Avoir le temps de faire un choix éclairé ».

-Une femme ayant vécu un épisode d'itinérance

”



Le besoin de logements de transition reflète une lacune importante dans l'offre résidentielle sur le territoire du Haut-Saint-François. Cette absence crée une zone critique entre l'urgence et la relocalisation permanente, puisqu'il n'existe aucun espace permettant une stabilisation minimale. **Les transitions deviennent alors des périodes à haut risque d'itinérance.**

Notons cependant que La Méridienne, maison d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants, travaille actuellement sur un projet de Maison de deuxième étape, qui pourra combler en partie ce vide pour les femmes ayant fréquenté leur maison d'hébergement.

Conclusion

Les personnes en situation de précarité résidentielle sur le territoire du Haut-Saint-François **ne correspondent pas aux stéréotypes associés à l'itinérance**. Les données montrent une surreprésentation de personnes de 45 ans et plus, principalement locataires, souvent scolarisés, en emploi et à la retraite. Leurs difficultés découlent avant tout de **pressions économiques, d'un marché locatif en crise et d'obstacles systémiques, plutôt que de problèmes individuels**.

L'itinérance dans le HSF est largement sous-déclarée et invisibilisée

Les épisodes de sommeil en lieu non sécuritaire, les ressources d'hébergement non utilisées et les situations de dépendance résidentielle dans des conditions non optimales démontrent une présence significative d'itinérance cachée ou de grande précarité résidentielle. Les données qualitatives révèlent des situations de grande vulnérabilité qui, faute de services appropriés, ne sont jamais formalisées comme telles.

La MRC du Haut-Saint-François ne dispose pas des infrastructures minimales nécessaires pour répondre aux crises résidentielles

L'absence d'hébergements d'urgence ou de logements de transition crée un vide structurel qui force les personnes en crise à recourir à des solutions non sécuritaires. Cette absence engendre une **gestion imposée et intensive** des situations d'urgence par les organismes communautaires, qui ne sont ni mandatés ni financés pour ce rôle. De plus, les intervenantEs du milieu ont souvent, comme seule option viable à offrir, celle de rediriger ces personnes vers les grands centres urbains, ce qui encourage une forme de déracinement du milieu.

Les déterminants structurels du territoire aggravent la précarité

Le manque de logements abordables ou sociaux, le faible déploiement du PSL, le coût croissant des loyers, le transport limité, l'éloignement des ressources et les ruptures sociales accentuent les risques de basculement vers l'itinérance. **Le logement abordable, communautaire ou social est structurellement insuffisant sur le territoire :**

- Seulement 1,9 % du parc immobilier est communautaire ou social;
- 21 ménages seulement ont accès à un PSL et les municipalités sont actuellement réticentes à en déployer davantage;
- Le parc immobilier est vieillissant et nécessite des réparations, dont 8,3 % sont majeures;
- **Le prix médian des propriétés a augmenté de 67 % en 5 ans;**
- Le prix des loyers est trop cher, et ce, même pour les personnes ayant un emploi.

Enjeux priorisés

Les résultats de notre enquête sur les besoins en matière de logement dans la MRC du Haut-Saint-François convergent autour de trois enjeux majeurs, établissant un lien entre les données recueillies :

1. **Connaître et reconnaître la situation ICI** (dans la MRC du Haut-Saint-François)
2. **Habitations indignes**
3. **Territoire non sécuritaire**

L'identification de ces trois enjeux nous a permis d'identifier des pistes d'actions concrètes, visant à prévenir et soutenir les situations de vulnérabilité résidentielle.

Connaître et reconnaître la situation ICI (dans la MRC du Haut-Saint-François)

L'itinérance et la précarité résidentielle sur le territoire sont majoritairement invisibles et ne correspondent pas aux stéréotypes traditionnels, ce qui entrave la reconnaissance politique et la mise en place d'une prise en charge collective adéquate. L'absence de connaissance et de reconnaissance de ce problème limite l'engagement politique et le déploiement d'actions

ciblées, laissant la gestion des crises aux organismes communautaires, dont l'enjeu ne cadre pas dans leur mission première et qui ne reçoivent pas le financement qui y est associé.

Habitations indignes

Le marché immobilier actuel de la MRC du Haut-Saint-François est caractérisé par un manque criant de logements abordables et adéquats, des coûts de loyers trop élevés pour sa population, un parc immobilier vieillissant et mal entretenu, rendant le logement inabordable et insalubre pour un nombre croissant de ménages. En l'absence d'alternative réelle, une portion grandissante de notre population est contrainte de maintenir le statu quo, dans des conditions non adaptées à leurs besoins réels.

Territoire non sécuritaire

La MRC du Haut-Saint-François n'offre pas un filet de sécurité minimal en cas de crise résidentielle, laissant les personnes vulnérables sans solution et les obligeant à se tourner vers des solutions improvisées, précaires et parfois dangereuses. L'absence d'hébergement d'urgence et de logement de transition crée un vide structurel sur le territoire. Les personnes en situation de crise sont contraintes à des solutions non sécuritaires, exacerbées par l'effritement du filet social, des options de transport limitées, menant à des situations en cascade, dont des enjeux de santé mentale et d'insécurité alimentaire.

Idéation collective

La Journée d'idéation collective, qui se tiendra le 3 février 2025, a marqué le passage du diagnostic du portrait de la situation de l'itinérance sur le territoire du Haut-Saint-François à l'identification des pistes de solutions visant à prévenir et soutenir les situations d'itinérance sur le territoire.

L'objectif de cette initiative stratégique était de cocréer un plan d'actions concrètes, basé sur les trois enjeux majeurs soulevés par la recherche :

1. Connaître et reconnaître la situation ICI (dans la MRC du Haut-Saint-François)

Objectif : Passer de l'invisibilité à la reconnaissance politique et sociale de l'itinérance non traditionnelle et de la précarité résidentielle présentes sur le territoire.

2. Habitations indignes

Objectif : Augmenter structurellement l'offre de logements abordables, salubres et les aides financières au logement.

3. Territoire non sécuritaire

Objectif : Créer un filet de sécurité immédiat pour les situations de crise et renforcer l'accessibilité aux services de base, incluant l'hébergement d'urgence ou de transition.

Le succès de cette démarche repose sur la composition inédite du groupe de travail, qui a réuni à la fois les partenaires clés du milieu (communautaire, politique, scolaire, santé), et des citoyens et citoyennes avec une expertise de vécu en matière de précarité résidentielle. L'intégration de ces derniers repose sur le principe d'agentivité, soit la capacité d'une personne à agir intentionnellement, à être maître de sa propre existence et à influencer son environnement (MacDonald et al., 2024). Ce principe place les personnes directement concernées dans une posture active et décisionnelle dans l'élaboration du plan d'action.

Enfin, en croisant l'expérience du savoir (expertise professionnelle) et l'expérience de vécu (personnes vivant concrètement l'insécurité résidentielle), l'atelier de d'idéation collective permettra d'élaborer un plan d'action qui est à la fois faisable, pertinent et respectueux des réalités propres à la ruralité et au territoire du Haut-Saint-François.

Partenaires

Ce projet de recherche a été réalisé grâce à la contribution financière de la SHQ



Membres du Comité logement du Haut-Saint-François

- Centre de services éducatifs populaires du Haut-Saint-François
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie
- Maison de la famille La Relève du Haut-Saint-François
- Office régional d'habitation (ORH) du Haut-St-François
- La Maison Jaune du Haut-Saint-François
- Virage Santé mentale
- Étincelles de bonheur du Haut-Saint-François
- Centre d'action bénévole du Haut-Saint-François



- Corporation de développement communautaire du Haut-Saint-François
- La Méridienne, centre d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants
- Une citoyenne du territoire du Haut-Saint-François

Remerciements

La Société d'habitation du Québec, qui a rendu cette recherche-action possible grâce à son financement

Nos partenaires de La Maison Jaune du Haut-Saint-François, pour leur contribution aux entrevues semi-dirigées.

Nos partenaires de la Relève du Haut-Saint-François, pour leur travail remarquable et leur grande contribution auprès de nombreuses personnes sur le territoire.

Professeur Jean-Herman Guay, pour son aide précieuse dans l'analyse des données quantitatives.

Bibliographie

Alberta Rural Development Network (2019). *Un guide étape par étape pour estimer l'itinérance dans le Canada rural*. 2e édition, 28 p.

ALLARD, Ghislain (2025). *Itinérance: le Val-Saint-François n'est pas épargné*. Actualités l'étincelle. [En ligne]

https://www.letincelle.qc.ca/actualites/communautaire/634127/itinérance-le-val-saint-francois-nest-pas-epargne?utm_source=substack&utm_medium=email (page consultée le 7 mars 2025).

BOUCHER, Geoffroy (2024). *Rapport de la SCHL sur le marché locatif : la crise du logement risque d'exacerber les inégalités au Québec*. Observatoire québécois des inégalités. [En ligne]

<https://observatoiredesinegalites.com/marche-locatif-crise-logement/> (page consultée le 8 mars 2025).

CAMIRAND, Hélène et al. (2023). *Enquête québécoise sur la santé de la population 2020-2021*, Québec, Institut de la statistique du Québec, 328 p. [En ligne]

statistique.quebec.ca/fr/fichier/enquete-quebecoise-santepopulation-2020-2021.pdf (page consultée le 7 mars 2025).

CIUSSS de L'Estrie - CHUS (2021). *La défavorisation matérielle dans les 113 communautés de l'Estrie*. [En ligne]

https://www.santeestrie.qc.ca/clients/SanteEstrie/Publications/Sante-publique/Portraits-communautaires/2024/CT_2024_-_D%C3%A9favorisation_Mat_vf.pdf (page consultée le 9 mars 2025).

CIUSSS de l'Estrie - CHUS (2024). *L'itinérance en Estrie*. Vision santé publique, bulletin d'information de la Direction de santé publique, no 74, 5 p.

CIUSSS de l'Estrie - CHUS (2025). *Plan de réponse communautaire aux campements de l'Estrie*. 29 p.

Corporation de développement communautaire des Sources (2024). *États généraux sur l'itinérance*, 4 p.

Corporation de développement communautaire du Haut-Saint-François (2025). *Situation de l'itinérance dans le Haut-Saint-François : Lecture de la situation selon les membres de la CDC HSF - Hiver 2025*, 4 p.

DIONNE, Marc-Antoine et al. (2023). *Un aperçu des données canadiennes sur l'itinérance*. Statistique Canada, no 75F0002M au catalogue, 34 p.

Direction de santé publique du CIUSSS de l'Estrie - CHUS (2025). *Portrait de l'habitation dans le Haut-Saint-François*, 9 p.

GAETZ, Stephen et al. (2012) *Définition canadienne de l'itinérance*. Toronto: Publications de l'observatoire canadien sur l'itinérance, 5 p.

GAUDREAU, Lorraine et al. (2018). *Municipalités rurales et pauvreté... le défi d'en parler*. Réseau québécois de Villes et Villages en santé (RQVVS), 5 p.

Gouvernement du Canada. Conseil de recherche en sciences humaines (2024). *Briser le cycle : un chercheur se donne pour mission de prévenir l'itinérance au Canada*. [En ligne]
https://www.sshrc-crsh.gc.ca/society-societe/stories-histoires/story-histoire-fra.aspx?story_id=347&utm_source=sshrc_homepage&utm_medium=website&utm_campaign=RSid_347_FR (page consultée le 13 février 2025)

Gouvernement du Canada (2024). *Tout le monde compte 2020-2022: Résultats du troisième dénombrement ponctuel coordonné de l'itinérance au Canada à l'échelle pancanadienne*. 41 p.

HURTUBISE, Roch et al. (2019). *Outil d'aide à l'exploration de l'instabilité résidentielle - Guide d'accompagnement*. Montréal, CREMIS, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. 20 p.

Institut de la statistique du Québec (2024). *Migration internes - Municipalités régionales de comté (MRC)*. [En ligne]
<https://statistique.quebec.ca/fr/document/migrations-internes-municipalites-regionales-de-comte-mrc> (page consultée le 9 mai 2025).

Ministère de la Santé et des Services sociaux. (2023). *Dénombrement des personnes en situation d'itinérance visible au Québec. Annexe du rapport de l'exercice du 11 octobre 2022 : Résultats supplémentaires pour l'Estrie*. Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux, 34 p.

Ministère de la Santé et des Services sociaux. (2023). *Dénombrement des personnes en situation d'itinérance visible au Québec*. Rapport de l'exercice du 11 octobre 2022. Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux, 374 p.

Ministère de la Santé et des Services sociaux (2022). *L'itinérance au Québec - deuxième portrait*. 110 p.

MRC du Haut-Saint-François. Section territoire [En ligne]
<https://mrchsf.com/territoire/municipalites/> (page consultée le 9 mai 2025).

Observatoire estrien du développement des communautés (2025). *Le coût du panier à provisions nutritif et économique (PPNE) en Estrie*. Rapport 2024-2025. 31 p.

LECLERCQ, Jean-Baptiste et al. (2024). *Une démarche « par ou pour » le milieu communautaire: un portrait actualisé de l'itinérance dans le quartier du Plateau-Mont-Royal à Montréal*. Revue du CREMIS, 15 (2), p. 32-37.

MACDONALD, Sue-Ann et al. (2020). *Démarche qualitative du Deuxième portrait de l'itinérance au Québec : regards croisés et approfondissement des connaissances*. Rapport final, 187 p. [En ligne]
https://api.cremis.ca/wp-content/uploads/2021/12/Rapport-final_2020-05-26_Version-finale_murale.pdf (page consultée le 13 novembre 2025).

MACDONALD, Sue-Ann (Dir.) (2024). *L'itinérance au Québec, réalités, ruptures et citoyenneté*. Presses de l'Université du Québec, 238 p.

PELLETIER-SMITH, Maude (2025). *L'itinérance et l'instabilité résidentielle chez les personnes de 50 ans et plus, en milieu rural et régional: Comprendre, prévenir et accompagner*. Avis rédigé pour le Consortium interrégional de Savoirs en Santé et Services sociaux, 10 p.

Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec (2024). *Déclaration commune en faveur des personnes en situation d'itinérance, d'exclusion sociale et de pauvreté*, 5 p. [En ligne]
<https://itinerance.ca/wp-content/uploads/2025/04/PDF-Campagne-signature.pdf> (page consultée le 2 novembre 2025).

Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec (2024). *Obstacles à l'emploi pour les personnes en situation d'itinérance*, 5 p. [En ligne]
<https://itinerance.ca/wp-content/uploads/2024/10/Obstacles-a-l'emploi-pour-les-personnes-en-situation-d'itinérance.pdf> (page consultée le 17 février 2025).

Société d'habitation du Québec. Programme de supplément au loyer (PSL). [En ligne]
<https://www.habitation.gouv.qc.ca/programme/objectif/trouver-un-logement-a-faible-cout/programme/programme-de-supplement-au-loyer-psl> (page consultée le 13 novembre 2025).

Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). *Stratégie nationale sur le logement - glossaire des termes courants*. [En ligne]
<https://www.cmhc-schl.gc.ca/strategie-nationale-sur-le-logement/questce-que-la-strategie/strategie-nationale-sur-le-logement--glossaire-des-termes-courants#:~:text=Logement%20de%20transition&text=Il%20est%20consid%C3%A9r%C3%A9%20comme%20une,taux%20mois%20%C3%A0%20trois%20ans>. (page consultée le 16 novembre 2025).

WILLIAMS, Cara. *La génération sandwich*. Publié dans l'Emploi et le revenu en perspective, produit No 75-001-XIF au catalogue de Statistiques Canada, vol. 5, no 9, 7 p. [En ligne]
<https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/11-008-x/2005001/article/7033-fra.pdf?st=DjOYrFhF> (page consultée le 21 novembre 2025).

YERGEAU, Koralie. (2024). *Projet Petapan: une solution mobile pour rejoindre les personnes en situation d'itinérance à Val-d'Or*. Soins d'urgence, 5(2), p. 37 à 43.